



Le président

Bordeaux, le 2 juin 2023

à

Dossier suivi par : Sandrine Hamaïde, greffière de la 2<sup>ème</sup> section

Tél. : 05 56 56 47 00

Mél. : na-greffe@crtc.ccomptes.fr

Nos références à rappeler KSP GD230258 CRC

Contrôle n° 2022-0038

Objet : notification du rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion du syndicat départemental d'énergies de la Dordogne (SDE 24)

Monsieur Philippe Ducène  
Président du syndicat départemental d'énergies  
de la Dordogne  
7 allée de Tourny  
24000 PERIGUEUX

[c.doret@sde24.fr](mailto:c.doret@sde24.fr)

P.J. : 1 rapport

Envoi dématérialisé avec accusé de réception

(Article R. 241-9 du code des juridictions financières)

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport comportant les observations définitives de la chambre sur le contrôle des comptes et de la gestion du SDE 24 concernant les exercices 2017 jusqu'à la période la plus récente ainsi que la réponse qui y a été apportée.

Je vous rappelle que ce document revêt un caractère confidentiel qu'il vous appartient de protéger jusqu'à sa communication à votre assemblée délibérante. Il conviendra de l'inscrire à l'ordre du jour de sa plus proche réunion, au cours de laquelle il donnera lieu à débat. Dans cette perspective, le rapport et la réponse seront joints à la convocation adressée à chacun de ses membres.

Ce document sera publié sur le site internet des juridictions financières à l'issue de ce débat ou au plus tard dans un délai de deux mois suivant la présente notification, conformément à l'article L. 243-6 du code des juridictions financières.

En application de l'article R. 243-14 du même code, je vous demande d'informer le greffe de la date de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante et de lui communiquer en temps utile copie de son ordre du jour.

Enfin, je vous précise qu'en application des dispositions de l'article R. 243-17 du code précité, le rapport d'observations et la réponse jointe sont transmis au préfet ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de la Dordogne.

Paul Serre  
conseiller maître à la Cour des comptes



# **RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES**

## **SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIES DE LA DORDOGNE**

**(Département de la Dordogne)**

**Exercices 2017 et suivants**

Le présent document, qui a fait l'objet d'une contradiction avec les destinataires concernés,  
a été délibéré par la chambre le 16 mars 2023.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>SYNTHÈSE.....</b>	<b>3</b>
<b>SUIVI DES RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>PROCÉDURE.....</b>	<b>7</b>
1 LA PRÉSENTATION DU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIES DE LA DORDOGNE (SDE 24).....	8
2 LA GOUVERNANCE DU SYNDICAT .....	9
2.1 Les statuts du syndicat et leurs modifications .....	9
2.1.1 Les modifications statutaires au cours de la période.....	9
2.1.2 La compétence éclairage public .....	10
2.2 Le fonctionnement institutionnel du syndicat .....	10
2.2.1 Les secteurs intercommunaux d'énergie .....	10
2.2.2 Le comité syndical .....	11
2.2.2.1 Composition .....	11
2.2.2.2 Fonctionnement .....	11
2.2.3 Le bureau syndical .....	12
2.2.4 Les délégations de pouvoir au bureau et au président.....	12
2.2.5 La commission consultative des services publics locaux.....	13
2.3 Les fonctionnalités du site internet du SDE 24 .....	14
3 L'INFORMATION ET LA SITUATION FINANCIÈRE.....	15
3.1 La qualité de l'information financière à destination des élus.....	15
3.1.1 Les débats d'orientations budgétaires .....	15
3.1.2 Les annexes obligatoires des documents budgétaires .....	15
3.2 La fiabilité des comptes.....	16
3.2.1 Le suivi du patrimoine.....	16
3.2.2 Le respect du principe d'indépendance des exercices.....	17
3.2.3 Les provisions .....	17
3.2.4 Les opérations sous mandat.....	18
3.3 La situation financière .....	18
3.3.1 La structure du budget.....	18
3.3.2 La formation de l'autofinancement du budget consolidé.....	19
3.3.2.1 L'évolution des produits consolidés de gestion.....	20
3.3.2.2 Les charges de gestion consolidées .....	23
3.3.2.3 La capacité d'autofinancement consolidée.....	24
3.3.3 Les investissements consolidés et leur financement .....	25
3.3.4 L'endettement consolidé .....	26
3.3.5 La trésorerie consolidée .....	26

<b>4 L'ACTIVITÉ DU SYNDICAT</b>	<b>30</b>
4.1 Les concessions d'électricité	30
4.1.1 Le renouvellement de la concession	31
4.1.2 La comptabilité patrimoniale tenue par le concessionnaire	32
4.1.3 Le contrôle des concessions par le syndicat	35
4.1.4 Le suivi des réclamations des usagers par le concessionnaire	36
4.2 La performance du réseau électrique	37
4.2.1 Examen des suites apportées au dernier examen de la gestion de la chambre régionale des comptes	37
4.2.2 Actions menées pour la modernisation du réseau d'électricité depuis le précédent contrôle	37
4.2.3 La qualité du réseau électrique	38
4.3 Les actions du syndicat en matière de transition énergétique	40
4.3.1 Suites apportées au précédent rapport d'observations définitives en matière de maîtrise de la demande d'énergie	40
4.3.2 Suites apportées au précédent rapport d'observations définitives en matière de transition énergétique	40
4.3.2.1 En matière de mobilité durable : l'installation des infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE)	40
4.3.2.2 L'accompagnement des acteurs locaux à la planification énergétique	40
4.3.2.3 La rénovation énergétique des bâtiments publics	41
4.3.2.4 La production d'énergies renouvelables	41
4.3.2.5 L'éclairage public	41
4.4 Les orientations stratégiques	42
<b>5 LES PARTICIPATIONS DU SYNDICAT AUX ORGANISMES EXTÉRIEURS</b>	<b>43</b>
5.1 Le suivi des risques financiers externes	43
5.2 La création de la SEM 24 Périgord Énergies	46
5.3 L'adhésion du syndicat au syndicat mixte Périgord Numérique (SMPN)	48
5.3.1 Régularité de la participation du SDE 24 au SMPN au regard de ses compétences optionnelles	48
5.3.2 Les contributions financières versées par le SDE 24 au SMPN	48
5.3.3 Projet de retrait du SDE 24 du SMPN	49
<b>ANNEXES</b>	<b>50</b>
Annexe n° 1. Glossaire	51
Annexe n° 2. Liste des compétences statutaires du SDE 24	53
Annexe n° 3. Découpage du périmètre du SDE 24 en 15 secteurs intercommunaux d'énergies	59
Annexe n° 4. Liste des annexes obligatoires du compte administratif non renseignées	60

## SYNTHÈSE

Créé par arrêté préfectoral du 3 décembre 1937, le syndicat départemental d'Énergies de la Dordogne (SDE 24) est un syndicat intercommunal à vocation multiple régi par les articles L. 5212-1 à L. 5212-34 ainsi que R. 5212-1 à D. 5212-15 du code général des collectivités territoriales. Il est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité et de gaz sur le territoire des 503 communes du département. Ses compétences de base sont principalement axées sur ses missions de concédant dans la gestion des réseaux d'électricité et de gaz. Il exerce également, en faveur de ses membres, des compétences à caractère optionnel dans divers domaines rattachables à la transition énergétique. La chambre régionale des comptes a contrôlé, à partir de 2017, le syndicat et la société d'économie mixte, SEM 24 Périgord Énergies, dont il est actionnaire majoritaire et via laquelle il déploie activement une stratégie de production d'énergies renouvelables en y affectant d'importants moyens financiers.

La situation financière du syndicat est excellente. Elle s'explique principalement par un mécanisme de financement fiscal favorable. En effet, la fixation du taux de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) à un niveau important a permis au syndicat de disposer de recettes abondantes malgré des versements partiels à certaines collectivités. Les charges de gestion sont globalement maîtrisées. La capacité d'autofinancement brut servant à financer les investissements est très élevée et représente 56 % des produits de gestion. Le financement des investissements est par ailleurs facilité par de fortes subventions externes, notamment celles provenant du fonds d'aides aux collectivités pour l'électrification rurale. L'épargne nette de l'exercice, augmentée du fonds de roulement disponible, couvre dès lors la totalité des besoins de financement résiduels. Le syndicat dispose, en fin de période, d'un fonds de roulement net global très élevé ainsi que d'une trésorerie importante représentant près de deux années du produit de la TCCFE. Lors de ses précédents contrôles, la chambre régionale des comptes avait déjà alerté l'ordonnateur sur l'importance de ces excédents. Elle renouvelle cette alerte et invite l'ordonnateur à mobiliser cette ressource dans un plan d'investissement ambitieux et formalisé soumis au comité syndical.

Au titre de l'examen des missions statutaires, la chambre régionale des comptes a analysé les concessions d'électricité et leurs incidences sur la gestion du réseau. Concernant les compétences optionnelles, diverses actions ayant trait à la transition énergétique ont fait l'objet d'une attention particulière.

Un nouveau contrat de concession d'électricité a été conclu au cours de la période examinée. S'il a contribué à l'amélioration du pilotage des investissements du concessionnaire, il n'a pas sécurisé les intérêts financiers du syndicat. La faible connaissance de l'état du patrimoine sortant et entrant remis au concédant en est une des explications. Le suivi de l'exécution de la concession s'est amélioré, notamment grâce à la production d'un inventaire des actifs concédés mais il n'est ni complet, ni localisé, ni actualisé des investissements réalisés depuis la nouvelle concession. La chambre souligne que les instances syndicales devraient être informées des résultats de ces contrôles.

Durant toute la période examinée, le syndicat a investi dans la modernisation du réseau qui relève de sa responsabilité, notamment en réalisant d'importants travaux d'éradication des fils nus, source de coupures récurrentes. La qualité du réseau périgourdin demeure globalement insuffisante et un effort significatif d'investissement doit être maintenu afin d'améliorer la qualité du réseau, assurer sa résilience aux aléas climatiques et renforcer la sécurité et la qualité de la



distribution aux usagers. Ses importantes marges de manœuvre financières doivent le conduire à inscrire cet effort dans le cadre d'une planification rigoureuse des opérations, qui reste à établir.

S'agissant des missions à caractère optionnel, la chambre constate que celles relatives à la transition énergétique se sont multipliées. D'abord avec des actions directes du syndicat en matière d'éclairage public puis, dans une moindre mesure, par le développement d'une infrastructure de recharge à destination des véhicules électriques. Le syndicat met également à la disposition des collectivités un panel de services en matière d'appui à la planification environnementale ou aux économies d'énergies liées aux bâtiments.

L'analyse des enjeux financiers que porte le syndicat via différents engagements hors bilan a fait apparaître une irrégularité et une prise de risque excessive résultant d'une garantie d'emprunt de 3 M€ constituée au profit de la SEM 24 Périgord Énergies. Plus largement, le syndicat ne paraît pas avoir pris la mesure des impératifs relatifs au pilotage serré de l'ensemble de ses engagements externes portant sur des montants élevés. Il doit renforcer sa gestion du risque d'autant que la SEM 24 Périgord Énergies a elle-même mobilisé des fonds significatifs au bénéfice d'une dizaine de filiales.

Le développement de ces activités s'opère en l'absence de cadre stratégique global permettant d'en fixer les objectifs, d'en décomposer les actions, d'établir une trajectoire de réalisation à moyen terme, de projeter un calendrier opérationnel et des indicateurs de suivi, ainsi qu'un plan de financement sécurisant leur mise en œuvre. L'absence de formalisation et d'approbation formelle de cette stratégie de diversification externe ne permet pas au syndicat d'intégrer, au titre de ses actions, des objectifs en matière de transition énergétique. La définition d'une stratégie débattue et adoptée par le comité syndical sécuriserait l'exercice de ses compétences de base et éviterait les risques de dispersion que lui permettent ses ressources financières, alors même que l'amélioration nécessaire de la qualité de la fourniture d'électricité doit le conduire à maintenir un haut niveau d'investissement. La chambre régionale des comptes recommande donc la définition d'un cadre stratégique couvrant la totalité de la compétence obligatoire de gestionnaire de réseau compte tenu des enjeux multiples qui sont attachés. La stratégie de diversification dans les énergies durables, *via* la société d'économie mixte SEM 24 Périgord Énergies et ses différentes filiales, constitue un enjeu considérable qui appelle un pilotage serré.

## SUIVI DES RECOMMANDATIONS

### *Suivi des recommandations formulées lors du précédent contrôle*

*Rapport d'observations définitives du 27 juin 2014***Recommandation n° 1** : maintenir un contrôle étroit de l'exécution économique et comptable de la convention de concession visant à protéger les intérêts financiers du syndicat et à faciliter la réalisation du bilan de la concession à l'échéance du contrat. **[mise en œuvre]**

**Recommandation n° 2** : augmenter le nombre de collectivités adhérentes au « service énergie » mis en place par le syndicat pour accompagner les communes dans leurs démarches de maîtrise de la demande d'énergie. **[mise en œuvre]**

**Recommandation n° 3** : conduire, avec les autres bénéficiaires de la taxe sur l'électricité, une réflexion sur la manière dont ils pourraient contribuer à un effort collectif d'amélioration de la qualité du réseau, nettement inférieure à celle de beaucoup d'autres départements. **[devenue sans objet]**

**Recommandation n° 4** : veiller à la réunion régulière de la commission consultative des services publics locaux prévue par l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT). **[non mise en œuvre]**

**Recommandation n° 5** : veiller au respect des engagements pluriannuels pris sur la période 2012-2016 par ERDF dans le cadre de la conférence départementale de septembre 2012. **[mise en œuvre]**

**Recommandation n° 6** : établir avec ERDF un inventaire contradictoire de l'ensemble des actifs de la concession. **[mise en œuvre en cours]**

**Recommandation n° 7** : améliorer le site internet du syndicat, en mettant l'accent sur son rôle de défense des droits des usagers et en fournissant les informations sur les diverses missions et activités du syndicat, ainsi qu'en indiquant la procédure à suivre par l'utilisateur souhaitant exprimer un avis sur le fonctionnement du service public de l'électricité. **[mise en œuvre]**

**Recommandation n° 8** : supprimer des statuts du syndicat la disposition qui lui permet d'intervenir en matière d'éclairage public en dehors de tout transfert de compétence. **[devenue sans objet]**

**Recommandation n° 9** : adopter avec le concessionnaire une méthodologie commune de suivi des réclamations adressées par le syndicat à son concessionnaire et améliorer si nécessaire le taux de réponse du concessionnaire aux réclamations formulées par les usagers du service public de l'électricité. **[mise en œuvre]**



## RECOMMANDATIONS

*Au terme du présent contrôle, la chambre émet les recommandations suivantes :*

**Recommandation n° 1** : renforcer la sécurité juridique des délibérations adoptées sur les compétences optionnelles, notamment par la formalisation d'un tableau de suivi des compétences transférées [*non mise en œuvre*].

**Recommandation n° 2 (réitérée)**: respecter la fréquence annuelle des réunions de la commission consultative des services publics locaux prévue par l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) pour lui permettre d'exercer ses missions et obligations en matière de contrôle des concessions et des régies [*mise en œuvre en cours*].

**Recommandation n° 3** : établir un rapport d'orientations budgétaires conforme à l'article D. 2312-1 du code général des collectivités territoriales CGCT [*non mise en œuvre*].

**Recommandation n° 4** : produire l'information financière à destination des élus en renseignant les annexes financières aux documents budgétaires [*non mise en œuvre*].

**Recommandation n° 5** : formaliser une stratégie de transition énergétique cohérente qui mobilise les fortes capacités financières du syndicat, notamment son fonds de roulement [*non mise en œuvre*].

**Recommandation n° 6** : établir avec Enedis, en vue de la prochaine programmation quinquennale du PPI, un inventaire détaillé, localisé et actualisé de l'ensemble des investissements réalisés depuis la signature du contrat de concession, comme prévu à l'article L. 2224-31 du CGCT, pour permettre le contrôle du concédant [*non mise en œuvre*].

**Recommandation n° 7** : établir un plan stratégique global correspondant aux échéances et objectifs prioritaires que s'est fixés le syndicat [*non mise en œuvre*].

**Recommandation n° 8** : établir une programmation pluriannuelle des investissements (PPI) en cohérence avec le plan stratégique permettant d'en fonder l'engagement et le financement distincts des PPI de la concession [*non mise en œuvre*].

**Recommandation n° 9** : respecter les règles d'information financière des élus relatives aux organismes extérieurs et celles relatives au niveau de garantie d'emprunt [*non mise en œuvre*].



## PROCÉDURE

Le contrôle des comptes et de la gestion du syndicat départemental d'énergies de la Dordogne à compter de l'exercice 2017 a été inscrit au programme 2022 de la chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine.

L'instruction, M. Philippe Ducène étant unique ordonnateur sur la période, s'est déroulée conformément au tableau ci-dessous.

Ordonnateur	Période	Ouverture du contrôle	Entretien d'ouverture	Entretien de clôture
M. Philippe Ducène	depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2017	17/02/2022	14/03/2022	28/07/2022

Dans sa séance du 4 octobre 2022, la chambre régionale des comptes a arrêté ses observations provisoires. Celles-ci ont été notifiées le 22 novembre 2022 à l'ordonnateur en fonctions qui en a accusé réception le 23 novembre 2022 et a répondu le 22 janvier 2023.

Par ailleurs, des extraits du rapport d'observations provisoires ont été notifiés aux destinataires suivants dont les réponses sont recensées ci-après :

Destinataires	Date de réception de l'extrait du rapport	Date limite de réponse	Date de réception de la réponse au greffe
M. Germinal Peiro, président du conseil départemental de la Dordogne	23/11/2022	23/01/2023	24/01/2023
M. Germinal Peiro, président du syndicat mixte Périgord Numérique	25/11/2022	25/01/2023	24/01/2023
M. Jean Paoletti, directeur régional Enedis Aquitaine Nord	25/11/2022	25/01/2023	23/01/2023
M. Daniel Fenaux, directeur général SEM 24 Périgord Énergies	05/12/2022	05/02/2023	Pas de réponse

Une communication administrative a également été adressée le 20 décembre 2022 au payeur départemental qui a répondu à la chambre par courriel du 7 mars 2023.

Au cours de sa séance du 14 mars 2023, la chambre régionale des comptes a auditionné à sa demande l'ordonnateur. Elle a arrêté, le 16 mars 2023, les observations définitives contenues dans le présent rapport.

# 1 LA PRÉSENTATION DU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIES DE LA DORDOGNE (SDE 24)

Créé par arrêté préfectoral du 3 décembre 1937, le syndicat départemental d'énergies de la Dordogne (SDE 24) est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité et de gaz sur le territoire des 503 communes du département, dont 23 sont classées en régime urbain au sens du financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé).

Ce syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) est régi par les articles L. 5212-1 à L. 5212-34 ainsi que par les articles R. 5212-1 à D. 5212-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Les 503 communes membres sont représentées au sein des instances syndicales. Ses organes de gouvernance se composent d'assemblées de secteur où siègent les délégués des communes. Ces assemblées de secteur élisent leurs représentants au comité syndical qui se compose de 72 membres (cf. 2.2.2.1 *infra*).

Le SDE 24 exerce des compétences<sup>1</sup> dites de base, obligatoirement transférées par les communes membres qui recouvrent entre autres :

- la négociation et la passation de tous les actes relatifs à la délégation de missions de service public de distribution et de fourniture de gaz ou d'électricité, ou, le cas échéant, exploitation en régie de tout ou partie de ces services ;
- le contrôle des concessionnaires et/ou des distributeurs ;
- la représentation et la défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec les différents opérateurs ;
- la maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre des travaux sur les réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz.

Le syndicat est également amené à exercer, sur demande des communes membres, des compétences optionnelles dans les domaines de l'éclairage public, des télécommunications, de l'achat d'énergies, de gestion de l'énergie, de production et distribution de chaleur, des infrastructures de charge pour véhicules électriques, de production et distribution d'électricité ou de gaz d'origine renouvelable.

L'activité de développement et d'entretien des réseaux incombant au syndicat se déroule essentiellement en milieu rural caractérisé par un habitat très peu dense et dispersé qui constitue une contrainte de gestion lourde dans l'exercice de ses missions.

Le dernier rapport d'observations définitives de la chambre date du 28 novembre 2013. Les observations principales portaient sur divers points :

- la réalisation d'un inventaire relatif à l'actif entrant dans le champ de la concession ;
- l'amélioration du suivi des relations contractuelles avec le concessionnaire ;
- la remise à niveau du réseau d'électricité dont la qualité est considérée comme inférieure par rapport aux autres départements de même taille ;
- la nécessité pour le syndicat de devenir un acteur majeur de la transition énergétique dans le département de la Dordogne.

---

<sup>1</sup> Les compétences détaillées sont listées en annexe n° 1.

Les recommandations formulées à l'occasion de ce précédent contrôle ont fait l'objet d'un suivi de leur mise en œuvre.

## 2 LA GOUVERNANCE DU SYNDICAT

### 2.1 Les statuts du syndicat et leurs modifications

#### 2.1.1 Les modifications statutaires au cours de la période

Au cours de la période sous revue, les statuts ont été modifiés par délibération du 10 septembre 2019, par laquelle le comité syndical a actualisé la liste des communes membres, ses compétences, son organisation et son fonctionnement. Cette modification a été rendue effective par arrêté préfectoral du 20 décembre 2019.

Les statuts comportent l'ensemble des mentions obligatoires prévues à l'article L. 5211-5-1 du CGCT. En revanche, quelques imprécisions avaient été relevées par le préfet de la Dordogne dans sa lettre d'observations du 20 décembre 2019. Parmi celles-ci, il relevait que :

- l'article 7.3 relatif au bureau syndical indique que le nombre de vice-présidents ne peut excéder 30 % de l'effectif du comité syndical. Or, l'article L. 5211-10 du CGCT fixe ce ratio à 20 % ou à 30 % au plus sans que le nombre de vice-présidents ne puisse dépasser 15 ;
- l'article 10.1 prévoit que l'adhésion de nouveaux membres est subordonnée à l'accord de la majorité qualifiée des deux tiers des membres du syndicat. Cette disposition manque de précision. En effet, il ressort de l'application combinée des articles L. 5211-18 et L. 5211-5 que la majorité qualifiée doit être constituée d'au moins deux tiers des conseils municipaux des communes membres représentant la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette remarque s'applique également à l'article 11 consacré aux modifications statutaires.

Le premier point a été corrigé et l'ordonnateur a indiqué que cette modification a été validée par l'arrêté du préfet de la Dordogne du 20 octobre 2022. En revanche, le second point n'a pas été suivi d'effet.

Le comité syndical a adopté, par délibération du 1<sup>er</sup> juin 2022, une modification statutaire validant la transformation du SDE 24 en syndicat mixte et la possibilité pour les EPCI d'y adhérer, la réécriture des compétences en matière de transition énergétique, la possibilité d'intervenir en tant que maître d'ouvrage délégué pour la rénovation énergétique des bâtiments publics, l'ajustement du nombre des délégués du collège de Périgueux conformément à ce que prévoit l'article L. 5212-7 du CGCT et enfin la création d'un collège des EPCI. Cette modification est effective depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2022.

### 2.1.2 La compétence éclairage public

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes recommandait au syndicat de supprimer des statuts la disposition permettant d'intervenir en matière d'éclairage public en dehors de tout transfert de compétence. L'examen des modifications statutaires engagées depuis le dernier contrôle fait apparaître que cette suppression n'a pas été effectuée.

L'ordonnateur a souligné que la compétence relative à l'éclairage public a été transférée par l'ensemble des communes membres à l'exception de Périgueux. Toutefois, malgré une compétence étendue à la quasi-totalité de ses membres, deux cas de figure « hors transfert » subsistaient en cas de :

- Travaux de création ou de réhabilitation réalisés sur voirie départementale sous maîtrise d'ouvrage du département : lorsqu'un besoin est identifié, une convention tripartite est signée entre le SDE 24, le département et la commune où se situe l'ouvrage, elle prévoit la réalisation des études et des travaux par le syndicat et une prise en charge du financement par le département. Ce montage est conforme aux articles L. 2212-2 et L. 2213-1 du CGCT.
- Travaux de création à l'occasion de la réalisation d'une zone d'activités par un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre<sup>2</sup>. Ce cas a été régularisé lors de la modification statutaire adoptée par le comité syndical le 1<sup>er</sup> juin 2022.

## 2.2 Le fonctionnement institutionnel du syndicat

Par délibération du 29 avril 2021, le comité syndical a adopté son règlement intérieur. Celui-ci apporte des précisions complémentaires sur le fonctionnement interne des instances par rapport à ce que prévoient les textes et les statuts.

### 2.2.1 Les secteurs intercommunaux d'énergie

Compte tenu du nombre important de communes membres (503), le SDE 24 a adopté un système de représentation à deux niveaux afin de limiter le nombre de délégués siégeant au comité syndical. Ainsi, le ressort départemental du syndicat est découpé en 15 secteurs intercommunaux d'énergie (cf. annexe n° 2) dans lesquels siègent deux délégués par commune.

Si les statuts et le règlement intérieur du syndicat ne prévoient aucune modalité de fonctionnement général des assemblées de secteur, qu'il s'agisse de leur convocation, de leur présidence, de la tenue des débats ou de la périodicité minimale de réunion, l'ordonnateur a précisé qu'elles sont intégrées dans la gouvernance du syndicat. Un bureau territorial opérationnel composé d'élus dudit secteur est chargé de proposer un programme de travaux validé par le comité de secteur.

---

<sup>2</sup> Communautés de communes ou communautés d'agglomération.

## 2.2.2 Le comité syndical

### 2.2.2.1 Composition

Jusqu'en 2022, la ville de Périgueux bénéficiait d'une représentativité supérieure à celle des autres communes, notamment Bergerac dont la démographie est sensiblement identique. L'ordonnateur a indiqué que cette différence est liée à l'histoire du syndicat. Comme indiqué *supra*, la modification statutaire validée par arrêté préfectoral du 20 octobre 2022 a revu le nombre des représentants du chef-lieu, ceux-ci passant de quatre à deux. Elle a validé également la création d'un nouveau collège de représentants des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), constitué de cinq délégués, qui s'ajoutera aux deux collèges préexistants (collège des réseaux d'énergie et collège de la commune de Périgueux).

### 2.2.2.2 Fonctionnement

Le SDE 24 étant un syndicat à la carte, des modalités de vote particulières s'appliquent. En effet, selon le 1° de l'article L. 5212-16 du CGCT, *« tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les communes et notamment pour l'élection du président et des membres du bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les communes concernées par l'affaire mise en délibération »*. Cette règle est assouplie par l'article L. 5212-8 du CGCT qui autorise des élus du comité syndical désignés par un collège de représentants communaux *« à prendre part au vote pour toute affaire mise en délibération, pour laquelle au moins une commune représentée au sein du collège est concernée »*.

La chambre régionale des comptes n'a pas été en mesure de s'assurer que la réglementation applicable aux syndicats à la carte en matière de modalités de vote est appliquée dans la mesure où le syndicat ne tient aucun tableau récapitulant la situation de chaque commune membre en termes de compétences optionnelles transférées. Par ailleurs, il est constaté que les élus du collège de Périgueux participent, à tort, au vote des décisions syndicales relatives à l'éclairage public alors que la commune n'a pas transféré cette compétence optionnelle. En conséquence, la chambre régionale des comptes recommande au SDE 24 de s'assurer de la sécurité juridique des délibérations relatives aux compétences optionnelles, notamment par la formalisation d'un tableau de suivi des compétences transférées.

L'ordonnateur a précisé que *« le respect des modalités de vote des délibérations concernant les compétences optionnelles est effectif depuis le début de 2022 »*. Il assure en outre que *« le SDE tiendra compte de la recommandation de la chambre et formalisera sur un tableau de suivi les compétences transférées [...] »*. La chambre en prend acte.

**Recommandation n° 1.** : renforcer la sécurité juridique des délibérations adoptées sur les compétences optionnelles, notamment par la formalisation d'un tableau de suivi des compétences transférées *[non mise en œuvre]*.

### 2.2.3 Le bureau syndical

Le bureau est composé du président, de 15 vice-présidents et de sept membres délégués, étant précisé que chaque secteur intercommunal y est représenté. Conformément à l'article L. 5211-10 du CGCT, le nombre de vice-présidents n'excède pas 20 %, arrondi à l'entier supérieur de l'effectif total du comité syndical.

L'article 1<sup>er</sup> du règlement intérieur du comité syndical prévoit que le bureau se réunit au moins tous les trois mois. Or, cette périodicité n'a pas été respectée au cours de la période sous revue : c'est le cas en 2017 (trois réunions), en 2020 (une réunion en visioconférence) et en 2021 (une réunion). Il ne s'est pas réuni au cours du premier semestre 2022. La crise sanitaire ne saurait valablement expliquer le faible nombre de réunions constatées en 2020 et 2021 alors que le comité syndical a pu, de son côté, se réunir, pour chaque exercice, à cinq reprises. En réponse, l'ordonnateur a indiqué qu'il sera proposé au comité syndical une modification du règlement intérieur sur ce point.

### 2.2.4 Les délégations de pouvoir au bureau et au président

L'examen des délégations accordées par le comité syndical au bureau et au président appelle deux observations.

En premier lieu, la ligne de partage des attributions confiées au bureau et au président en matière de commande publique est imprécise. L'article 7.2.2 des statuts prévoit que le bureau peut recevoir des délégations d'attribution dans tous les domaines, à l'exception de celles listées à l'article L. 5211-10 du CGCT. Ainsi, par délibération du 24 septembre 2020, le comité syndical a délégué au bureau :

- s'agissant des contrats, conventions, marchés autres que ceux déjà délégués au président : l'approbation des conventions y compris celles à titre gratuit et des contrats de toute nature, ainsi que leurs avenants, à conclure avec des tiers :
  - portant sur des prestations dont le montant annuel est limité à 200 000 € HT ;
  - conclus avec des personnes publiques et portant sur des délégations de maîtrise d'ouvrage ou des fonds de concours pour les activités objet du syndicat limitées à 200 000 € HT ;
  - relatives aux biens meubles et immeubles si leur montant est limité ou si le comité syndical s'est prononcé sur leur aliénation ;
- l'autorisation de prendre toutes décisions en application du code de la commande publique concernant la présentation des candidatures et le dépôt d'offres du syndicat aux avis de marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents publiés par d'autres collectivités ou établissements soumis au code de la commande publique ;
- s'agissant des affaires financières : préciser les conditions de réalisation techniques ou modalités de paiement des participations, subventions, fonds de concours et toutes autres aides autorisés préalablement par le comité syndical.



De son côté, le président est compétent pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents de travaux, de fournitures et de services d'un montant inférieur au seuil défini par la réglementation pour les procédures adaptées. Il peut également conclure et signer les contrats, conventions, partenariats ou accords passés en vue de l'exercice de l'activité objet du syndicat et qui sont, en raison de leur montant, exclus des règles de publicité et de mise en concurrence du code de la commande publique.

Il apparaît donc que les compétences déléguées au président et au bureau se chevauchent pour ce qui concerne les contrats inférieurs à 200 000 €.

En second lieu, la compétence concernant les conventions et contrats relatifs aux biens meubles et immeubles attribuée par le comité syndical au bureau manque de précision car la délibération indique que le bureau peut exercer cette délégation « *si leur montant est limité* » sans fixer de seuil qui définisse cette limite.

En conséquence, la chambre régionale des comptes relève le caractère imprécis de la délibération du 24 septembre 2020 accordant une délégation de pouvoir au bureau. Elle invite donc à clarifier les délégations concernées. En réponse, l'ordonnateur s'est engagé « *à revoir les délégations [...]* ». La chambre en prend acte mais s'interroge sur l'intérêt du maintien de la délégation au bureau renouvelée à la suite des élections municipales de 2020, dans la mesure où ce dernier n'a plus délibéré par délégation du comité syndical depuis 2018.

Par ailleurs, l'examen des comptes rendus du comité syndical a permis de constater que le président ne rend pas compte aux élus des décisions qu'il prend au titre des pouvoirs qui lui sont délégués par le comité syndical conformément à l'article L. 5211-10 du CGCT, reprise aux statuts du syndicat. L'ordonnateur a indiqué à la chambre régionale des comptes qu'« *il est rendu compte au comité syndical des décisions prises par le président depuis juin 2022* ». La chambre en prend acte.

## 2.2.5 La commission consultative des services publics locaux

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes recommandait à l'ordonnateur de veiller à ce que l'obligation de réunion de la commission consultative des services publics prescrite à l'article L. 1413-1 du CGCT soit respectée.

Les procès-verbaux des réunions de cette commission montrent qu'elle n'est pas systématiquement réunie chaque année<sup>3</sup>. En outre, il ne ressort pas des ordres du jour qu'elle examine les comptes rendus d'activité des concessions ou le rapport d'activité de la régie 24. Seule une présentation générale des concessions, de la régie 24 et du parc des bornes de recharge électrique est effectuée. Les comptes rendus ne transcrivent pas les échanges effectués au cours de ces réunions, en particulier les interrogations ou les propositions des représentants des usagers. Il est donc impossible d'apprécier la qualité du dialogue qui s'opère entre le SDE 24 et les usagers représentés à la CCSPL.

---

<sup>3</sup> La commission ne s'est pas réunie en 2019 et 2021.





L'ordonnateur a précisé avoir réuni, au cours du présent contrôle, la CCSPL le 13 décembre 2022 et s'est engagé à la réunir tous les ans. La chambre régionale des comptes en prend acte.

**Recommandation n° 2.** : respecter la fréquence annuelle des réunions de la commission consultative des services publics locaux prévue par l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) pour lui permettre d'exercer ses missions et obligations en matière de contrôle des concessions et des régies *[en cours de mise en œuvre]*.

## 2.3 Les fonctionnalités du site internet du SDE 24

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes recommandait à l'ordonnateur d'enrichir le contenu du site internet en mettant l'accent sur son rôle de défense des droits des usagers et en fournissant les informations sur les diverses missions et activités du syndicat. Elle suggérait également d'indiquer aux usagers la procédure à suivre pour l'expression de leur avis sur le fonctionnement du service public de l'électricité.

L'ordonnateur a justifié une augmentation de la fréquentation du site depuis 2013 sur la base de données chiffrées et documentées. Par ailleurs, le contenu du site s'est fortement enrichi depuis le précédent contrôle, qu'il s'agisse des informations institutionnelles relatives au syndicat, de la présentation de sa mission et de ses activités, ou encore de la mise à disposition de documents institutionnels (délibérations, comptes administratifs, budgets primitifs, liste des marchés attribués, comptes rendus d'activité de concession, rapports d'activité du syndicat) ou de documents d'information à destination des usagers ou des élus. Néanmoins, les documents listés à l'article L. 2313-1 du CGCT, à savoir des présentations synthétiques du budget primitif et du compte administratif, ainsi que le rapport adressé au comité syndical à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires prévu à l'article L. 2312-1 du CGCT n'y sont pas publiés.

La chambre prend acte de l'engagement de l'ordonnateur à ce que « *le SDE ajoute les présentations synthétiques du BP et du CA et le ROB sur son site internet* ». À l'exception de documents listés à l'article L. 2313-1 du CGCT, la chambre régionale des comptes considère que sa recommandation a été mise en œuvre.

### 3 L'INFORMATION ET LA SITUATION FINANCIÈRE

#### 3.1 La qualité de l'information financière à destination des élus

##### 3.1.1 Les débats d'orientations budgétaires

Le SDE 24 satisfait à l'obligation d'organiser, annuellement, le débat d'orientation budgétaire (DOB) prévu par l'article L. 2312-1<sup>4</sup> du CGCT applicable au syndicat par renvoi de l'article L. 5211-36 du même code.

Toutefois, le contenu des rapports d'orientations budgétaires des exercices 2020 à 2021 est lacunaire et ne respecte pas les dispositions de l'article D. 2312-1 du CGCT. Ils présentent brièvement les objectifs et les projets à mener sur l'exercice considéré sans chiffrage systématique et, surtout, sans évoquer les mentions obligatoires listées à l'article susvisé. À compter de 2022, une annexe au rapport décrit les prévisions de dépenses et recettes pour chaque budget, présente un état des effectifs et un état de la dette. En revanche, les engagements d'investissement ne sont pas présentés de manière pluriannuelle. De même, les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement annuel ne sont pas détaillés ainsi que le prévoit l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) n° 2018-32 du 22 janvier 2018.

La chambre régionale des comptes invite l'ordonnateur à parfaire l'information financière délivrée au comité syndical en améliorant le contenu de ses orientations budgétaires et en s'attachant au respect du cadre législatif et réglementaire en vigueur. L'ordonnateur a indiqué qu' *«il semblerait effectivement que certaines années (2017-2019-2020), la présentation détaillée des orientations budgétaires n'ait pas été jointe à la délibération lors de la transmission au contrôle préfectoral. En revanche, toutes les informations ont bien été communiquées en séance. Le SDE s'attachera à parfaire l'information financière délivrée au comité syndical et transmise au contrôle de légalité »*. La chambre régionale des comptes en prend acte.

**Recommandation n° 3.** : établir un rapport d'orientations budgétaires conforme à l'article D. 2312-1 du code général des collectivités territoriales CGCT *[non mise en œuvre]*.

##### 3.1.2 Les annexes obligatoires des documents budgétaires

L'examen des annexes du compte administratif 2020 (budget principal) fait apparaître que l'information financière délivrée aux élus et aux citoyens est insuffisante au regard des

<sup>4</sup> Selon cet article, *« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique »*.

obligations en vigueur. La totalité des annexes non renseignées sont listées en annexe n° 1. Parmi les plus importantes, figurent les annexes suivantes :

- l'état sur le détail des opérations pour compte de tiers (A.9) alors que le compte 458 « *opérations sous mandat* » du compte de gestion présente de nombreuses subdivisions correspondant à autant d'opérations engagées pour le compte de tiers ;
- l'état des variations du patrimoine (A.10.1 à A.10.3) ;
- l'état des emprunts garantis par l'établissement (B1.1 et B1.2) alors que des emprunts de 3 M€ ont été garantis au bénéfice de la SEM24 par délibérations du 10 septembre 2019 et du 29 octobre 2020. L'ordonnateur s'est engagé à renseigner cette annexe ;
- la liste des concours attribués à des tiers (B1.7) alors que les comptes 65737 « *subventions de fonctionnement versées aux autres établissements publics locaux* » et 65738 « *subventions versées aux autres organismes publics* » font respectivement état de dépenses de 534 399,65 € et 1 889,32 € en 2020. L'ordonnateur s'est engagé à renseigner cette annexe ;
- la liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (C2). Or, sur ce dernier point, il est essentiel que le SDE 24 fasse figurer en annexe de son compte administratif les différents engagements financiers envers la SEM 24 (prise de participations, garanties d'emprunt) ou le syndicat Périgord Numérique (subvention supérieure à 75 000 €).

La chambre régionale des comptes relève que la qualité de l'information financière des membres du comité syndical et des citoyens est perfectible et prend acte de l'engagement de l'ordonnateur à compléter et fiabiliser les annexes obligatoires des documents budgétaires.

**Recommandation n° 4.** : produire l'information financière à destination des élus en renseignant les annexes financières aux documents budgétaires *[non mise en œuvre]*.

## 3.2 La fiabilité des comptes

### 3.2.1 Le suivi du patrimoine

La responsabilité du suivi des immobilisations incombe, de manière conjointe, à l'ordonnateur et au comptable. L'inventaire, tenu par le premier, et l'état de l'actif, tenu par le second, ont des finalités différentes mais doivent, en toute logique, correspondre.

La chambre régionale des comptes n'a pas été en mesure de contrôler la cohérence entre ces deux documents dans la mesure où le syndicat n'a transmis qu'un état des amortissements qui exclut, de fait, les biens non amortissables. Dans la perspective du changement de nomenclature comptable et du passage à la M57 et du rehaussement des standards de tenue de la comptabilité patrimoniale, la chambre rappelle à l'ordonnateur la nécessité de disposer d'un inventaire fiable et cohérent avec l'état de l'actif. L'ordonnateur a indiqué qu'un état des biens non amortissables a été transmis au payeur départemental. Ce dernier a précisé que les états d'inventaire transmis par le SDE 24 présentent des différences avec les états de l'actif. Il appartient dès lors à l'ordonnateur de faire le point sur les écarts relevés par le payeur départemental avec l'état de l'actif.

### 3.2.2 Le respect du principe d'indépendance des exercices

Les comptes de rattachement ne sont pas mouvementés, à l'exception du budget annexe « éclairage public ». Bien que le syndicat pratique la journée complémentaire<sup>5</sup>, il apparaît que plusieurs factures émises et honorées en N+1 correspondent en réalité à une prestation effectuée avant le 31 décembre de l'année N. Les fiches de procédure transmises par le syndicat ne mentionnent pas la procédure des rattachements<sup>6</sup>.

Dès lors, il est demandé à l'ordonnateur de se conformer à l'instruction M14 applicable en la matière<sup>7</sup>. En dépit de la réponse de l'ordonnateur qui a indiqué que « *le SDE pratique la journée complémentaire* » et que « *les comptes de rattachement sont mouvementés en tant que de besoin* », la chambre régionale constate que ces comptes de rattachement ne sont pas mouvementés. Elle insiste pour que le principe d'indépendance des exercices soit respecté.

### 3.2.3 Les provisions

En vertu de l'article L. 2321-2 du CGCT, les provisions constituent une dépense obligatoire. L'article R. 2321-2 du CGCT impose que des provisions pour risques soient effectuées pour : litige, dès l'ouverture d'un contentieux en première instance ; dépréciation, dès l'ouverture d'une procédure collective ; dépréciation des restes à recouvrer lorsque le recouvrement est compromis. Au cas d'espèce, le syndicat n'a constitué aucune provision.

Il apparaît pourtant qu'au 31 décembre 2021, le montant des créances contentieuses s'élève à 266 203,34 € tous budgets confondus. En réponse, l'ordonnateur a indiqué : « *Le SDE est très vigilant sur les restes à recouvrer et est régulièrement en lien avec le comptable public afin de les suivre. Nous n'avons pas été alertés, à ce jour, sur la nécessité de constituer des provisions dans le cadre des créances contentieuses. Les vice-présidents sont également très impliqués, avec nos services, dans le recouvrement des créances auprès des communes de leur secteur respectif. Il s'agit souvent d'oubli des services comptables communaux ou d'ajustement de crédits des budgets communaux. Nous pouvons également être saisis de demandes d'étalement que M. le payeur accorde aux communes* ». Les débiteurs étant des communes membres pour l'essentiel, la chambre invite l'ordonnateur à mettre en œuvre le recouvrement de ces créances en instance.

---

<sup>5</sup> Période d'un mois maximum (jusqu'au 31 janvier n+1) qui prolonge la date de clôture de l'exercice budgétaire des collectivités et établissements publics fixée au 31 décembre (n) mise à profit par l'ordonnateur pour émettre les mandats correspondant aux dépenses de fonctionnement ayant donné lieu à service fait avant le 31 décembre de l'année (n) mais dont les factures ne sont pas encore parvenues dans le service à cette date et qui ne seront reçues qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier (n+1).

<sup>6</sup> Le guide synthétique de la comptabilité des dépenses engagées du comité national de fiabilité des comptes locaux préconise d'éviter, dans la mesure du possible, de constater le service fait au moment de la réception de la facture.

<sup>7</sup> Tome 2, titre 3, chapitre 4, paragraphe 1.1.

### 3.2.4 Les opérations sous mandat

Le compte 458 « opérations sous mandat » enregistre les opérations d'investissement et de fonctionnement exécutées pour le compte de tiers. Il est subdivisé de manière à distinguer les opérations de dépenses (comptes 4581) de celles de recettes (comptes 4582). En cours d'opération, les dépenses et les recettes donnent lieu à l'émission de titres et de mandats. Après l'achèvement des travaux, le compte de dépenses et le compte de recettes présentent, en principe, un solde équivalent. Les comptes 4581 et 4582 sont alors soldés réciproquement par opération d'ordre non budgétaire.

Le budget principal présente plus de 270 opérations sous mandats. D'après le compte de gestion 2021, 76 d'entre elles apparaissent soldées. Par ailleurs, l'état d'anomalies des contrôles comptables sur ce compte de gestion dénombre plus d'une centaine de comptes n'ayant pas fait l'objet de mouvements comptables depuis plus de deux ans consécutifs. Aussi, la chambre régionale des comptes invite le SDE 24 à apurer régulièrement les comptes d'opérations sous mandat soldés, ce à quoi s'est engagé l'ordonnateur.

## 3.3 La situation financière

L'analyse de la situation financière du syndicat a été réalisée à partir des données comptables sur la période 2017 à 2021.

### 3.3.1 La structure du budget

Le budget du SDE 24 se compose d'un budget principal et de cinq budgets annexes relatifs à l'éclairage public, au service d'énergies, au gaz, aux installations de recharge des véhicules électriques (IRVE), et à la régie 24 (créée par délibération du 27 septembre 2018).

**Tableau n° 1 : structuration du budget et répartition des recettes et dépenses de fonctionnement entre les budgets principal et annexes (en €)**

Libellé du compte	F	2017	%	2018	%	2019	%	2020	%	2021	%
Budget principal	Rec.	13 715 855	63,7%	12 560 831	55,1%	13 326 793	66,7%	13 778 745	62,5%	14 973 640	58,0%
	Dep.	7 697 029	61,4%	9 779 825	61,4%	8 312 580	68,9%	7 615 239	56,5%	8 325 524	50,5%
Eclairage public	Rec.	7 202 760	33,4%	8 362 388	36,7%	6 001 185	30,1%	5 436 888	24,7%	2 138 650	8,3%
	Dep.	4 340 779	34,6%	5 310 678	33,3%	2 982 420	24,7%	3 388 106	25,1%	1 904 112	11,6%
Gaz	Rec.	216 317	1,0%	227 126	1,0%	226 985	1,1%	204 780	0,9%	5 549 129	21,5%
	Dep.	87 674	0,7%	98 800	0,6%	81 891	0,7%	76 661	0,6%	3 701 539	22,5%
Service énergies	Rec.	281 457	1,3%	355 932	1,6%	206 433	1,0%	358 079	1,6%	511 975	2,0%
	Dep.	281 457	2,2%	375 640	2,4%	398 775	3,3%	435 486	3,2%	558 604	3,4%
IRVE	Rec.	130 030	0,6%	1 310 316	5,7%	206 433	1,0%	250 448	1,1%	309 949	1,2%
	Dep.	130 030	1,0%	367 036	2,3%	283 880	2,4%	250 448	1,9%	309 949	1,9%
Régie 24	Rec.							2 020 075	9,2%	2 318 564	9,0%
	Dep.							1 706 235	12,7%	1 673 932	10,2%
<b>Agrégé (BP + BA)</b>	<b>Rec.</b>	<b>21 546 418</b>	<b>100%</b>	<b>22 816 593</b>	<b>100%</b>	<b>19 967 829</b>	<b>100%</b>	<b>22 049 015</b>	<b>100%</b>	<b>25 801 906</b>	<b>100%</b>
	<b>Dep.</b>	<b>12 536 969</b>	<b>100%</b>	<b>15 931 980</b>	<b>100%</b>	<b>12 059 546</b>	<b>100%</b>	<b>13 472 176</b>	<b>100%</b>	<b>16 473 659</b>	<b>100%</b>

Source : chambre régionale des comptes (CRC), d'après les comptes de gestion

La structuration du budget est marquée, au cours de la période examinée, par la création par délibération du 27 septembre 2018 d'une régie, dénommée « régie 24 », pour assurer la maintenance de l'éclairage public des communes membres.

Si la constitution et le fonctionnement de cette régie n'appellent pas d'observation, son modèle de financement pourrait être davantage sécurisé. En effet, l'ordonnateur a indiqué que les charges relatives à la maintenance de l'éclairage public ne devaient être couvertes que par les redevances des collectivités bénéficiaires de ces prestations, à l'exclusion du versement d'une subvention d'équilibre provenant du budget principal.

### 3.3.2 La formation de l'autofinancement du budget consolidé

La présentation des données financières ci-après tient compte de la neutralisation des flux financiers réciproques entre le budget principal et les budgets annexes, qu'il s'agisse notamment du remboursement par les budgets annexes des rémunérations des personnels mis à disposition par le budget principal et de frais pris en charge par ce budget ou de la prise en charge par le budget principal des déficits des budgets annexes de l'éclairage public, du service énergies et des installations de recharge des véhicules électriques.

### 3.3.2.1 L'évolution des produits consolidés de gestion

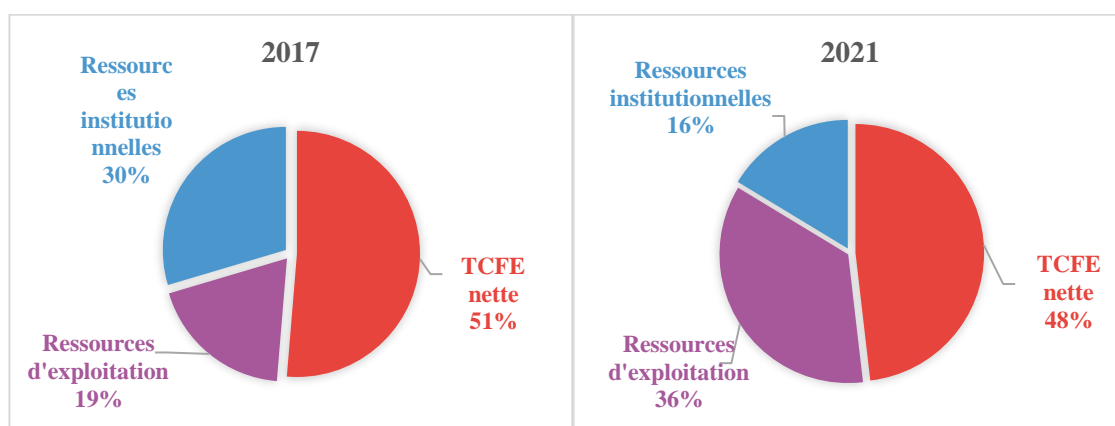
**Tableau n° 2 : évolution des produits de gestion consolidés (en €)**

	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017/2021
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	9 639 635	9 363 706	9 502 879	9 543 785	10 304 688	6,9%
- restitution de la TCFE aux communes	-1 477 812	-1 608 080	-1 439 426	-1 423 690	-1 863 112	26,1%
<b>= TCFE nette</b>	<b>8 161 824</b>	<b>7 755 625</b>	<b>8 063 453</b>	<b>8 120 095</b>	<b>8 441 576</b>	<b>3,4%</b>
+ Ressources d'exploitation	3 037 541	2 478 681	2 620 468	2 912 847	6 223 724	104,9%
+ Ressources institutionnelles (dotations et participations)	4 707 145	4 788 140	4 997 893	5 069 711	2 863 423	-39,2%
<b>= Produits de gestion (A)</b>	<b>15 906 510</b>	<b>15 022 446</b>	<b>15 681 814</b>	<b>16 102 653</b>	<b>17 528 723</b>	<b>10,2%</b>

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

Les produits de gestion ont progressé de 10 %, au cours de la période sous revue, grâce à une forte augmentation des ressources d'exploitation qui ont doublé entre 2017 et 2021.

**Graphique n° 1 : évolution de la structure des produits de gestion (en %)**



Source : CRC, d'après les comptes de gestion

Si la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) demeure la première ressource du syndicat (48 %), la forte progression des ressources d'exploitation en fait désormais la deuxième ressource du syndicat (36 %), devant les ressources institutionnelles (16 %).

#### 3.3.2.1.1 Les recettes fiscales : la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)

Prévue aux articles L. 2333-2 à L. 2333-5 du CGCT, la TCCFE est acquittée par tous les consommateurs d'électricité dont la puissance maximale souscrite est inférieure ou égale à 250 kVA. Elle est calculée en fonction de la quantité d'électricité consommée (en MWh) à laquelle l'État applique un taux de taxation, en fonction de la puissance souscrite, et d'un coefficient multiplicateur. Au cas d'espèce, le SDE 24 a fixé un coefficient multiplicateur égal à



huit, à savoir un coefficient proche de la limite maximale qui s'applique à l'ensemble de son territoire (hors ville de Périgueux).

Les fournisseurs d'énergie sont collecteurs de la TCCFE. Ils versent la part communale de cette taxe aux collectivités en fonction de la quantité d'électricité fournie sur leur territoire. Pour les communes de plus de 2 000 habitants, ce versement s'effectue soit directement à ces communes, soit à l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité (AOD) qui est, selon les cas, un syndicat intercommunal ou le département. Cette option est décidée par délibération concordante de la commune et de l'AOD. Pour les communes de moins de 2 000 habitants ce reversement s'opère uniquement à l'AOD. En Dordogne, seule la ville de Périgueux perçoit directement la TCCFE étant remarqué que les travaux réalisés sur son réseau sont assurés par Enedis. Le produit fiscal attaché aux 502 autres communes membres est versé par les collecteurs à l'AOD, en l'occurrence le SDE 24.

En ce qui concerne les communes dont le produit de la taxe est versé à l'AOD par le collecteur, le dernier alinéa de l'article L. 5212-24 du CGCT permet au syndicat de reverser à ces communes, une part du produit de la taxe perçue sur leur territoire par délibération concordante du syndicat et de la commune. Sur les 502 communes du département membres du syndicat entrant dans cette catégorie, 488 ne demandent pas le reversement d'une fraction du produit de la taxe au syndicat. *A contrario*, 16 autres communes ont demandé à bénéficier de ce reversement fiscal par le SDE 24. Parmi elles, une seule bénéficie d'un reversement du tiers du montant de la taxe, 13 communes bénéficient d'un reversement à hauteur de 50 % et deux communes en récupèrent 75 % (voir annexe 4).

Cette recette fiscale encaissée par le syndicat appelle deux observations.

En premier lieu, la chambre relève une inadéquation entre le niveau du coefficient multiplicateur fixé par le syndicat et le niveau d'investissements réalisés sur la période. En effet, ce coefficient génère un niveau très élevé de recettes qui alimente la forte augmentation du fonds de roulement sur la période (progression de 21 %). Il n'a pas été tiré profit de cette augmentation en termes d'investissement supplémentaire alors que la trésorerie est près de deux années complètes de charges courantes en fin de période.

Si les textes en vigueur sur la période examinée (L. 2333-4 CGCT) ne permettent pas de moduler les coefficients multiplicateurs de la TCCFE à des niveaux différents de ceux prescrits à l'article L. 2333-4 du CGCT précité, la chambre considère que l'ordonnateur aurait pu ajuster son plan de charge en matière d'investissement relevant de sa maîtrise d'ouvrage au cours de la période écoulée. Une meilleure adéquation des niveaux d'investissement aux ressources aurait ajusté les niveaux d'épargne thésaurisés et non mobilisés sur la période examinée.

Comparée aux produits fiscaux, la trésorerie disponible représente, en 2021, près de deux années de produit, net des reversements de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) aux collectivités<sup>8</sup>. Aussi, la chambre régionale des comptes considère que, pour la période examinée, l'état insatisfaisant des réseaux électriques et d'éclairage public aurait appelé un effort de mise à niveau.

---

<sup>8</sup> Ce produit fiscal net s'élève, en 2021, à 8 441 576 €.

En second lieu, l'article 54 de la loi de finances n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 a réformé la taxation de l'électricité en supprimant progressivement les taxes locales sur la consommation finale d'électricité (TCCFE et TDCFE) et en les intégrant à la taxe intérieure sur les consommations finales d'électricité (TICFE).

Cette recentralisation de la TCCFE doit s'étaler sur quatre années et entraîne une harmonisation progressive des coefficients multiplicateurs sur tout le territoire national. En 2023, le taux national est fixé à 8,5 %, soit 0,5 point de plus que le taux antérieur du SDE 24. Si le syndicat perd son pouvoir de fixation du taux, il bénéficiera d'une hausse de ses produits.

Cela renforce la nécessité, pour le SDE 24, d'une planification stratégique de ses investissements à hauteur des ressources et la définition d'une stratégie ambitieuse de mise à niveau du réseau électrique.

### 3.3.2.1.2 Les ressources institutionnelles et d'exploitation

**Tableau n° 3 : évolution des produits d'exploitation (en €)**

	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017/2021
Ventes de marchandises et de produits finis autres que les terrains aménagés	0	0	0	0	0	-
+ Travaux, études et prestations de services	25 967	16 103	39 680	31 342	3 396 830	12981,5%
+ Remboursement de frais	4 031	5 374	30 296	2 687	0	-100,0%
<b>= Ventes diverses, produits des services et du domaine et remboursements de frais (a)</b>	<b>29 997</b>	<b>21 477</b>	<b>69 976</b>	<b>34 029</b>	<b>3 396 830</b>	<b>11223,8%</b>
+ Revenus locatifs et redevances (hors délégation de service public )	73 086	933	1	2	88 860	21,6%
+ Excédents et redevances sur services publics industriels et commerciaux (SPIC)	2 934 457	2 456 270	2 550 491	2 878 812	2 738 034	-6,7%
<b>= Autres produits de gestion courante (b)</b>	<b>3 007 543</b>	<b>2 457 203</b>	<b>2 550 492</b>	<b>2 878 815</b>	<b>2 826 894</b>	<b>-6,0%</b>
<b>= Ressources d'exploitation (a+b)</b>	<b>3 037 541</b>	<b>2 478 680</b>	<b>2 620 468</b>	<b>2 912 844</b>	<b>6 223 724</b>	<b>104,9%</b>

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

La très forte augmentation, au cours de l'exercice 2021, des recettes tirées des travaux, études et prestations de services, correspondant aux audits énergétiques effectués par le SDE 24 au profit des communes, s'explique par un changement d'imputation de la refacturation afférente en application des nomenclatures comptables en vigueur.

**Tableau n° 4 : évolution des ressources institutionnelles (en €)**

	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017/2021
<b>Participations</b>	<b>4 707 145</b>	<b>4 788 140</b>	<b>4 988 637</b>	<b>5 025 611</b>	<b>2 816 612</b>	<b>-40,2%</b>
<i>Dont Etat (emplois d'avenir)</i>	<i>17 208</i>	<i>6 368</i>	<i>2 898</i>	<i>2 346</i>	<i>0</i>	<i>-100,0%</i>
<i>Dont régions</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
<i>Dont départements</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
<i>Dont communes</i>	<i>4 317 097</i>	<i>4 601 565</i>	<i>4 606 829</i>	<i>4 866 016</i>	<i>2 455 572</i>	<i>-43,1%</i>
<i>Dont groupements</i>	<i>44 836</i>	<i>74 638</i>	<i>73 171</i>	<i>84 805</i>	<i>86 028</i>	<i>91,9%</i>
<i>Dont fonds européens</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
<i>Dont autres</i>	<i>328 004</i>	<i>105 569</i>	<i>305 740</i>	<i>72 444</i>	<i>275 013</i>	<i>-16,2%</i>
<b>Autres attributions et participations (ADEME)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 256</b>	<b>44 100</b>	<b>46 810</b>	<b>-</b>
<b>= Ressources institutionnelles (dotations et participations)</b>	<b>4 707 145</b>	<b>4 788 140</b>	<b>4 997 893</b>	<b>5 069 711</b>	<b>2 863 423</b>	<b>-39,2%</b>

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

Les ressources institutionnelles sont constituées des contributions des communes aux différents services proposés par le SDE 24 (éclairage public, service énergies, régie 24). Ces dernières ont fortement diminué à partir de 2021 en raison de la modification déjà évoquée de l'imputation des refacturations opérées en application des nomenclatures comptables en vigueur.

### 3.3.2.2 Les charges de gestion consolidées

**Tableau n° 5 : évolution des charges de gestion consolidées (en €)**

	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017/2021
Charges à caractère général	4 913 002	6 038 547	5 119 402	4 724 010	4 727 876	-3,8%
+ Charges de personnel	1 862 708	1 849 988	2 068 357	2 473 677	2 602 641	39,7%
+ Subventions de fonctionnement	34 032	5 611	171 588	536 289	243 880	616,6%
+ Autres charges de gestion	223 631	213 711	235 130	257 663	236 346	5,7%
<b>= Charges de gestion</b>	<b>7 033 373</b>	<b>8 107 857</b>	<b>7 594 477</b>	<b>7 991 639</b>	<b>7 810 743</b>	<b>11,1%</b>

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

Les charges à caractère général représentent en moyenne 66 % des charges de gestion sur la période. Plus de la moitié de ces charges (soit 54 %) correspondent à des achats groupés d'énergie pour l'éclairage public de l'ensemble des communes.

### 3.3.2.3 La capacité d'autofinancement consolidée

**Tableau n° 6 : détermination et évolution de la capacité d'autofinancement consolidée (en €)**

	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017/2021
Produits de gestion consolidés	15 906 510	15 022 446	15 681 814	16 102 653	17 528 723	10,2%
- Charges de gestion consolidées	7 033 373	8 107 857	7 594 477	7 991 639	7 810 743	11,1%
<b>= Excédent brut de fonctionnement consolidé</b>	<b>8 873 137</b>	<b>6 914 589</b>	<b>8 087 337</b>	<b>8 111 013</b>	<b>9 717 980</b>	9,5%
<i>en % des produits de gestion consolidés</i>	56%	46%	52%	50%	55%	
+ Résultat financier consolidé (réel)	-25 556	-127 051	-4 378	-13 299	-8 669	-66,1%
+ Résultat exceptionnel consolidé (réel, hors cessions)	370 569	377 675	666 086	844 054	42 171	-88,6%
<b>= CAF brute consolidée</b>	<b>9 218 150</b>	<b>7 165 213</b>	<b>8 749 044</b>	<b>8 941 768</b>	<b>9 751 482</b>	5,8%
<i>en % des produits de gestion consolidés</i>	58,0%	47,7%	55,8%	55,5%	55,6%	
- Annuité en capital de la dette consolidée	158 333	1 662 500	23 333	93 333	93 333	-41,1%
<b>= CAF nette ou disponible consolidée</b>	<b>9 059 816</b>	<b>5 502 713</b>	<b>8 725 711</b>	<b>8 848 435</b>	<b>9 658 148</b>	6,6%
<i>en % des produits de gestion consolidés</i>	57%	37%	56%	55%	55%	-

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

L'excédent brut de fonctionnement (EBF)<sup>9</sup> progresse de 9,5 % depuis 2017 et s'affiche à un niveau particulièrement élevé en 2021, soit 55 % des produits de gestion.

Malgré une diminution du résultat exceptionnel entre 2017 et 2021, la capacité d'autofinancement (CAF)<sup>10</sup> brute augmente de 5,8 % et se maintient à un niveau très important en fin de période (56 % des produits de gestion).

Enfin, la faiblesse de l'annuité de la dette permet au syndicat de disposer d'une épargne nette pour le financement de ses investissements très abondante.

<sup>9</sup> EBF : différence entre les produits et les charges de gestion. Il permet d'apprécier le premier niveau d'équilibre financier de l'établissement public, avant la prise en compte de l'incidence de la dette (charges des intérêts d'emprunts notamment).

<sup>10</sup> CAF : excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement. Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) et les charges réelles.

### 3.3.3 Les investissements consolidés et leur financement

Tableau n° 7 : financement des investissements consolidés (en €)

	2017	2018	2019	2020	2021	Cumul sur les années
<b>CAF brute consolidée, budgets M14</b>	<b>9 218 150</b>	<b>7 165 213</b>	<b>8 749 044</b>	<b>8 941 768</b>	<b>9 751 482</b>	<b>43 825 657</b>
- Annuité en capital de la dette	158 333	1 662 500	23 333	93 333	93 333	2 030 833
<b>= CAF nette ou disponible consolidée(C)</b>	<b>9 059 816</b>	<b>5 502 713</b>	<b>8 725 711</b>	<b>8 848 435</b>	<b>9 658 148</b>	<b>41 794 823</b>
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	639 199	666 727	1 045 757	965 933	1 129 416	4 447 032
+ Subventions d'investissement reçues	19 380 171	17 853 768	16 939 566	13 780 441	17 253 552	85 207 499
<b>= Recettes d'inv. hors emprunts (D)</b>	<b>20 019 370</b>	<b>18 520 495</b>	<b>17 985 323</b>	<b>14 746 374</b>	<b>17 910 329</b>	<b>89 181 892</b>
<b>= Financement propre disponible consolidé (C+D)</b>	<b>29 079 187</b>	<b>24 023 209</b>	<b>26 711 033</b>	<b>23 594 809</b>	<b>28 041 117</b>	<b>131 449 354</b>
<i>Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (y c. tvx en régie)</i>	<i>91,4%</i>	<i>85,7%</i>	<i>86,4%</i>	<i>101,7%</i>	<i>109,7%</i>	<i>94,2%</i>
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	31 807 386	28 034 525	30 906 602	23 209 357	25 562 564	139 520 433
- Subventions d'équipement (y compris subventions en nature)	0	300 000	0	1 074 001	0	1 374 001
+/- Dons, subventions et prises de participation en nature, reçus ou donnés	-4 079 840	-3 583 036	-3 908 023	0	0	-11 570 898
- Participations et inv. financiers nets	2 903 389	-959 921	-696 274	486 127	657 318	2 390 639
<b>= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre</b>	<b>-1 551 748</b>	<b>231 640</b>	<b>408 728</b>	<b>-1 174 676</b>	<b>1 821 235</b>	<b>-264 820</b>
+/- Solde des opérations pour compte de tiers	-174 848	207 296	9 016	-450 915	371 100	-38 351
<b>= Besoin (-) ou capacité (+) de financement</b>	<b>-1 726 597</b>	<b>438 936</b>	<b>417 744</b>	<b>-1 625 591</b>	<b>2 192 335</b>	<b>-303 172</b>
Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)	0	0	1 400 000	0	0	1 400 000
Mobilisation(-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	-1 726 597	438 936	1 817 744	-1 625 591	2 192 335	1 096 828

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

Entre 2017 et 2021, le syndicat a investi 139,5 M€ en opérations d'équipement, attribué 1,4 M€ de subventions d'équipement et financé 6,2 M€ de prise de participation dans la SEM 24.

Les principales opérations d'équipement ont porté sur :

- le renforcement et l'extension des réseaux de distribution d'électricité : 70,2 M€ ;
- la sécurisation des réseaux de distribution d'électricité, en particulier par l'éradication des lignes en fils nus : 25 M€ ;
- l'enfouissement et l'effacement des réseaux : 13,5 M€ ;
- la modernisation et l'extension du réseau d'éclairage public : 27,5 M€ ;
- l'installation des bornes de recharge des véhicules électriques : 1,7 M€ ;
- la construction de trois centres d'exploitation lors de la création de la régie 24 : 1,6 M€.

Ces investissements ont été financés à hauteur de 56 % par des subventions (dont plus de 73 % sont issues du Facé), 29 % par l'épargne nette, 8 % par remboursement de TVA par le concessionnaire Enedis, 3 % par le FCTVA, 3 % de remboursement par des communes au titre des créances immobilisées et 1 % d'emprunt.

Les importants niveaux d'épargne nette dégagés et les subventions d'investissement reçues ont permis au syndicat de disposer d'un financement propre disponible couvrant 94 % des dépenses d'équipement.

### 3.3.4 L'endettement consolidé

Tableau n° 8 : évolution de la dette consolidée (en €)

	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017/2021
Encours de la dette agrégée	1 662 644	144	1 376 810	1 283 477	1 190 144	-28,4%
/ CAF brute consolidée	9 218 150	7 165 213	8 749 044	8 941 768	9 751 482	5,8%
<b>= Capacité de désendettement en années (dette/CAF brute)</b>	<b>0,18</b>	<b>0</b>	<b>0,16</b>	<b>0,14</b>	<b>0,12</b>	
Intérêts des emprunts et dettes	25 673	127 171	4 408	13 319	8 689	-66,2%
/ Encours de la dette consolidée	1 662 644	144	1 376 810	1 283 477	1 190 144	-28,4%
<b>= Taux apparent de la dette consolidée</b>	<b>1,5%</b>	<b>88 491,5%</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,7%</b>	

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

L'encours de dette du syndicat est marginal au regard de sa capacité d'autofinancement. D'un montant de 1,2 M€ au 31 décembre 2021, il ne représente que 7 % des produits de gestion de ce même exercice. La capacité de désendettement est par conséquent particulièrement soutenable pour le SDE 24 puisqu'elle représente une durée de 0,12 année.

Malgré cela, la gestion de la dette interroge la chambre régionale des comptes pour deux raisons :

- d'une part, le syndicat a choisi, en 2018, de rembourser par anticipation un emprunt souscrit en 2016 pour un montant de 1,9 M€ (remboursement sur 12 ans au taux fixe de 1,34 %), ce qui a engendré un surcoût financier de 6 529,60 €<sup>11</sup> ;
- d'autre part, il a souscrit un emprunt d'1,4 M€ en puisant dans son fonds de roulement sans que cet emprunt soit associé à un besoin d'investissement particulier.

La chambre régionale des comptes constate que cette gestion de la dette n'est pas effectuée à l'aune d'une stratégie d'investissement ou d'un PPI formalisés.

### 3.3.5 La trésorerie consolidée

Dans ses rapports de 2009 puis de 2014, la chambre régionale des comptes mettait l'accent sur des résultats très excédentaires, obtenus grâce à une taxe locale sur l'électricité fixée au taux maximal à l'époque<sup>12</sup>, et s'interrogeait sur l'opportunité de maintenir un tel taux. Elle prenait acte, dans son rapport de 2014, de l'engagement du syndicat de se doter d'une stratégie à moyen terme intégrant l'utilisation la plus pertinente possible des ressources excédentaires accumulées.

<sup>11</sup> Soit 59 380,15 € [intérêts 2016-2018] + 104 789,30 € [indemnité de remboursement anticipée] – 157 639,85 € [montant total des intérêts prévu au tableau d'amortissement], au regard de l'indemnité de remboursement anticipé due, des intérêts d'ores et déjà versés et du montant total des intérêts que le syndicat aurait dû verser s'il n'avait pas procédé à un remboursement anticipé.

<sup>12</sup> Le coefficient maximal a été étendu à 8,28 en 2013, 8,44 en 2014 et 8,50 en 2015.

**Tableau n° 9 : évolution de la trésorerie consolidée au 31 décembre (en €)**

au 31 décembre	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017/2021
Fonds de roulement net global	13 390 343	13 829 279	15 647 023	14 021 432	16 190 758	20,91%
- Besoin en fonds de roulement global	1 515 287	1 779 587	1 479 108	2 910 953	1 572 914	3,80%
<b>= Trésorerie nette consolidée</b>	<b>11 875 056</b>	<b>12 049 691</b>	<b>14 167 915</b>	<b>11 110 479</b>	<b>14 617 845</b>	23,10%
<i>en jours de charges courantes</i>	614	534	681	507	682	
<i>dont trésorerie active</i>	11 875 056	12 049 691	14 167 915	11 110 479	14 617 845	23,10%
<i>dont trésorerie passive</i>	0	0	0	0	0	

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

À ce jour, le syndicat dispose d'une trésorerie représentant un an et dix mois de charges courantes découlant d'excédents capitalisés particulièrement importants. Comparé aux produits fiscaux, le niveau de la trésorerie représente, en 2021, près de deux années (192 %) de produits nets des versements de TCCFE aux collectivités <sup>13</sup>. L'ordonnateur a contesté cette analyse, estimant que « *la trésorerie doit être appréciée au regard non des recettes susceptibles de l'alimenter, mais au regard des dépenses auxquelles fait face le syndicat* ».

À l'instar des produits fiscaux, l'ordonnateur a considéré que « *ramener la trésorerie aux seules charges courantes ne rend pas compte du besoin de trésorerie du syndicat qui résulte avant tout de ses dépenses d'investissement* ». Sur ce point, la chambre remarque que l'ordonnateur tend à considérer que la trésorerie est un moyen de financement du syndicat de ses charges d'investissement alors que ces dernières sont couvertes, au-delà de la CAF nette, par des instruments de financement externes dédiés qui ont pour effet d'abonder davantage ces niveaux de trésorerie, en l'occurrence les subventions et les emprunts pour la couverture des charges restant à financer.

<sup>13</sup> Ce produit fiscal net s'élève, en 2021, à 8 441 576 €.



**Tableau n° 10 : détermination et évolution du fonds de roulement entre 2017 et 2021 (en €)**

au 31 décembre en €	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2017/2021
Dotations, réserves et affectations	368 523 122	378 199 298	386 129 668	395 576 306	405 260 030	10,0%
+/- Différences sur réalisations	-38 825	-38 825	-38 825	-38 825	-38 825	0,0%
+/- Résultat (fonctionnement)	9 009 449	6 884 613	8 480 705	8 576 840	9 228 207	2,4%
+ Subventions	323 288 198	341 116 998	358 056 564	371 837 005	389 090 557	20,4%
+ Provisions pour risques et charges	0	0	0	0	0	
<b>= Ressources propres élargies</b>	<b>700 781 944</b>	<b>726 162 085</b>	<b>752 628 112</b>	<b>775 951 326</b>	<b>803 539 969</b>	<b>14,7%</b>
+ Dettes financières (hors obligations)	1 662 644	144	1 376 810	1 283 477	1 190 144	-28,4%
+ Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	
<b>= Ressources stables (E)</b>	<b>702 444 588</b>	<b>726 162 228</b>	<b>754 004 922</b>	<b>777 234 803</b>	<b>804 730 113</b>	<b>14,6%</b>
Immobilisations propres nettes (hors en cours)	83 585 062	194 890 611	213 303 499	235 968 994	252 798 490	202,4%
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	<i>1 436 211</i>	<i>2 055 208</i>	<i>2 535 578</i>	<i>3 644 179</i>	<i>3 342 257</i>	<i>132,7%</i>
<i>dont immobilisations corporelles</i>	<i>75 334 648</i>	<i>186 984 693</i>	<i>205 617 058</i>	<i>226 703 913</i>	<i>243 200 793</i>	<i>222,8%</i>
<i>dont immobilisations financières</i>	<i>6 816 342</i>	<i>5 856 422</i>	<i>5 160 148</i>	<i>5 646 275</i>	<i>6 303 593</i>	<i>-7,5%</i>
+ Immobilisations en cours	111 847 094	18 319 262	20 548 537	16 814 479	19 561 025	-82,5%
+ Encours de production et travaux stockés	0	0	0	0	0	
+ Immobilisations nettes concédées, affectées, affermées ou mises à disposition	462 464 627	462 464 627	462 464 627	462 464 627	462 464 627	0,0%
+ Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition ou d'une affectation	30 461 112	36 169 396	41 561 198	47 034 317	53 154 881	74,5%
+ Immobilisations sous mandats ou pour compte de tiers (hors BA, CCAS et caisse des écoles)	673 818	466 522	457 506	908 421	537 321	-20,3%
+ Charges à répartir et primes de remboursement des obligations	22 532	22 532	22 532	22 532	0	-100,0%
<b>= Emplois immobilisés (F)</b>	<b>689 054 245</b>	<b>712 332 949</b>	<b>738 357 899</b>	<b>763 213 370</b>	<b>788 516 345</b>	<b>14,4%</b>
<b>= Fonds de roulement net global consolidé, budgets M14 (E-F)</b>	<b>13 390 343</b>	<b>13 829 279</b>	<b>15 647 023</b>	<b>14 021 432</b>	<b>16 213 768</b>	<b>21,1%</b>
<i>en nombre de jours de charges courantes</i>	<i>692,4</i>	<i>613,0</i>	<i>751,6</i>	<i>639,3</i>	<i>756,8</i>	<i>9,3%</i>

Source : CRC, d'après les comptes de gestion

Le fonds de roulement, qui alimente la trésorerie, a progressé de 21 % sous l'effet d'une progression de 10 % des réserves du syndicat comprenant ses excédents capitalisés. D'un point de vue méthodologique, l'ordonnateur a observé que la chambre intègre la variation du fonds de roulement de l'exercice 2017 dans son tableau n° 7, mais qu'elle l'exclut, de fait, dans la détermination de l'évolution du fonds de roulement du tableau n° 10 puisque ce dernier est apprécié du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2021.

La chambre confirme cette approche par le fait que le fonds de roulement, très volatil par nature en fonction des opérations de caisse variables selon les périodes (entrées de recettes fiscales, versement des salaires et charges notamment), ne peut être comparé que sur des dates identiques. Par convention comptable, l'examen du fonds de roulement s'opère en fin de gestion au 31 décembre de chaque exercice. Par ailleurs, en admettant que l'on prenne pour point de départ le fonds de roulement au 31 décembre 2016, soit 15 116 939 €, la progression de ce dernier serait certes moins importante (soit 7,3 % contre 21 %) mais le constat d'un niveau élevé de fonds de roulement au 31 décembre 2021 demeurera inchangé.

En outre, l'ordonnateur a avancé que « l'appréciation de la variation du fonds de roulement [...] ne peut être réalisée sans tenir compte des engagements en restes à réaliser du syndicat [...]. La progression du fonds de roulement entre le 31/12/2017 et le 31/12/2021 apparaît pleinement justifiée par la croissance des restes à réaliser ». La chambre rappelle que la progression des restes à réaliser (RAR) en dépenses (1,4 M€ fin 2017 et 5,2 M€ fin 2021) n'est pas un indicateur probant pour apprécier la situation financière du syndicat dans la mesure où ces restes à réaliser ont vocation à être soldés au cours des exercices suivants par leur constatation en comptabilité budgétaire.

Seule cette constatation issue d'un mouvement de caisse est de nature à modifier le résultat comptable tel qu'il apparaît au compte de gestion produit à la chambre régionale des comptes.

L'ordonnateur a, par ailleurs, été invité à présenter son bilan des suites apportées aux observations du précédent rapport relatives aux excédents capitalisés. Il a énuméré les charges et projets ayant pu peser sur l'autofinancement du syndicat tels la réalisation du plan de relance pour un montant de 1 M€ sur 2020/2021 et 1 M€ sur 2022/2023, le déficit structurel du budget lié aux infrastructures de recharge pour les véhicules électriques (IRVE), le service public destiné à favoriser la mobilité alternative y compris à court terme, la modernisation du parc de véhicules électriques ; l'accroissement des charges afférentes aux missions relatives à la transition énergétique ; les nouvelles charges pesant sur la montée en puissance de la régie ; les augmentations en capital au profit de la SEM Périgord Énergies ; les investissements sur fonds propres concernant le réseau électrique, la prise en charge des extensions de réseaux électriques (100 premiers mètres) à la place des communes, l'appui à l'éradication des fils nus en communes urbaines (AEFN) ; le programme d'éradication des fils torsadés de petite section (sur Facé<sup>14</sup> Renforcement) ; le schéma directeur en matière d'éclairage public ; le géoréférencement des réseaux, le programme « Nouvelle donne Éclairage public EP » mobilisant un accroissement des investissements de 1,2 M€ en moyenne par an sur dix ans, à partir de 2022 ; la rénovation énergétique des bâtiments à partir de 2023 ; les achats de terrains pour stations multi-fluides sur budget gaz, à venir ; la provision en cas d'imprévus non assurés ou en complément des primes ; la capacité à lancer rapidement des projets de grande envergure ; la participation au syndicat mixte Périgord Numérique en fonctionnement et en investissement ; l'extension des locaux du siège.

Concernant le niveau des recettes fiscales, l'ordonnateur a précisé que, depuis 2004, le taux de la TCCFE n'a pas augmenté malgré une stagnation de son produit. Il a ajouté que baisser le taux de la taxe pour l'augmenter par la suite ne lui semble pas une décision raisonnable d'autant que toutes les conséquences de la réforme de ladite taxe ne sont pas encore connues.

Plus généralement, l'ordonnateur a indiqué que « *la bonne santé financière du syndicat est le résultat d'une gestion prudente mais voulue de la collectivité afin d'anticiper les décisions législatives qui pourraient [l'] impacter, et/ou faire face à des imprévus qui peuvent survenir à tout moment* ». Il a cité à ce sujet la loi de 2015 ainsi que les impératifs d'investissement pour pallier l'urgence climatique qui, selon lui, vont nécessiter l'engagement, sur dix ans, dès 2022 de 120 M€ d'investissements. Il anticipe également des pertes de recettes, qu'il s'agisse du nouveau contrat de concession d'électricité entré en vigueur en 2021 pour une durée de 30 ans qui se traduirait par une perte de recette annuelle estimée à 300 K€, ou d'une modification des modalités du financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé).

La chambre régionale des comptes observe que :

- sur la période écoulée, la réponse de l'ordonnateur établit que la recommandation formulée par la chambre lors du précédent contrôle relatives à l'emploi des excédents cumulés n'a été pas suivie d'effets. Le niveau de la trésorerie nette consolidée a poursuivi une forte progression de l'ordre de 25 % sur la période. De même, le niveau du fonds de roulement net global consolidé, en fin de période, illustre l'emploi insuffisant des ressources fiscales disponibles ;

<sup>14</sup> Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale.

- sur la période à venir l'ordonnateur a annoncé 120 M€ d'investissements nouveaux à compter de 2022. Il est constaté que ce chiffre considérable financé par l'usager n'est étayé par aucun document prévisionnel permettant d'en documenter la mise en œuvre, étant observé que le syndicat ne dispose pas d'une programmation pluriannuelle des investissements, comme évoqué *infra*.

D'une manière générale, l'ordonnateur a estimé qu'« *une gestion prudente permet de mieux investir face à l'augmentation de nos compétences et aux imprévus " de toutes sortes " »*. Il indique également, que « *La trésorerie ne représente qu'entre trois à cinq mois des dépenses réelles totales du syndicat, ce qui ne semble pas excessif* » et constitue selon lui « *une marge de sécurité* » pour les opérations de décaissement qu'il a à entreprendre auprès de ses créanciers. Il a indiqué que « *lors du passage des financements FACé en Compte d'Affectation Spécial (CAS), le retard de versement des dotations a pu être absorbé par le SDE 24 grâce à sa trésorerie qui a permis de payer les travaux aux entreprises dans les délais, contrairement à bon nombre de syndicats qui faute de trésorerie ont mis en difficulté les entreprises sur leur secteur* ».

Outre le fait que l'ordonnateur ait cité un incident isolé qui ne s'est pas reproduit, la chambre régionale des comptes conteste cette appréciation liée à la bonne gestion des deniers publics visant, selon les termes de l'ordonnateur, à se constituer une épargne de précaution susceptible de se prémunir contre tout aléa, y compris les textes législatifs nouveaux. En effet, si la constitution d'une épargne reposant sur un cumul d'excédents d'autofinancement est de bonne gestion pour le financement des investissements à venir, le syndicat, comme tout autre organisme public, n'a pas vocation à constituer une épargne sans lien avec le financement de ses missions statutaires dans la mesure où cette épargne est constituée par la voie de prélèvements fiscaux.

**Recommandation n° 5 :** formaliser une stratégie de transition énergétique cohérente qui mobilise les fortes capacités financières du syndicat, notamment son fonds de roulement [*non mise en œuvre*].

## 4 L'ACTIVITÉ DU SYNDICAT

### 4.1 Les concessions d'électricité

Conformément à l'article L. 2224-31 du CGCT, le syndicat est autorité organisatrice unique du réseau public de distribution d'électricité de la Dordogne. À ce titre, il a pour mission de desservir les consommateurs finaux et les producteurs d'électricité raccordés au réseau de moyenne et basse tension.

L'article L. 322-1 du code de l'énergie dispose que la concession de la gestion d'un réseau public de distribution d'électricité est accordée par les autorités organisatrices. L'article L. 2224-31 précise que les « *collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération, en tant qu'autorités concédantes de la distribution publique d'électricité [...], négocient et concluent les contrats de concession [...]* ».

L'article L. 2224-31 du CGCT prévoit en outre que les collectivités territoriales ou leurs EPCI exercent le contrôle du bon accomplissement des missions de service public décrites dans

les cahiers des charges des concessions. Dans ce cadre, elles assurent notamment « *le contrôle des réseaux publics de distribution d'électricité* » et à ce titre le concessionnaire doit leur communiquer « *les informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique utiles à l'exercice des compétences de celle-ci* » sous la forme d'un compte rendu d'activité « *qui comporte, notamment, la valeur brute ainsi que la valeur nette comptables, la valeur de remplacement des ouvrages concédés pour la distribution d'électricité* ».

#### 4.1.1 Le renouvellement de la concession

Le SDE 24 a conclu en 1993 avec EDF (devenu Enedis) un contrat de concession d'une durée de 30 ans, soit jusqu'en mars 2023. Son renouvellement est intervenu, de manière anticipée, sur la base d'un nouveau modèle national d'accord-cadre contrat de concession, le 20 décembre 2019 entre le SDE 24, Enedis et EDF.

La conclusion de ce contrat a été précédée d'une phase de négociation avec Enedis. Par délibération du 6 juin 2018, le comité syndical a donné mandat à son président pour mener ces discussions. Dans cette perspective, l'ordonnateur a engagé dès 2017 plusieurs initiatives : la réalisation d'un diagnostic financier puis d'un diagnostic technique du contrat à échoir, l'engagement d'une étude afin d'analyser le contexte et les enjeux du nouveau modèle de cahier des charges et de donner un cadre pour la phase de renégociation ; la conclusion en 2018 d'un marché d'accompagnement à la renégociation. Par ailleurs, un diagnostic technique financier partagé avec Enedis a été réalisé pour servir de base aux négociations.

Le bilan des négociations, présenté aux élus après la signature du contrat, fait apparaître que le SDE 24 a obtenu des engagements d'Enedis en termes d'extension de la maîtrise d'ouvrage du syndicat à quelques opérations spécifiques en commune urbaine, de garanties de coordination des investissements sur les fils nus d'Enedis avec le programme d'éclairage public du SDE 24 ou encore de mise en place d'une gouvernance concertée des investissements (élaboration d'un schéma directeur des investissements sur la durée du contrat et d'un premier programme pluriannuel d'investissement 2020-2024, réunions trimestrielles systématiques, suivi d'indicateurs de performance). L'ordonnateur a précisé que le premier compte rendu d'activité de la concession (CRAC) et le premier contrôle réalisé en 2021 au titre du nouveau contrat ont fait ressortir quelques points de vigilance mais pas de problèmes majeurs.

Néanmoins, il convient de souligner plusieurs difficultés subsistantes :

- le stock de provisions non consommées est maintenu dans le contrat renouvelé mais leur utilisation doit pouvoir être suivie par le concédant. Or, il est prévu que le programme pluriannuel d'investissement ne définisse pas les modalités de financement des opérations qui y sont inscrites. Dans sa réponse, Enedis indique que « *l'utilisation des provisions pour renouvellement (affectation, reprise) par catégorie d'ouvrage est fournie tous les ans au SDE 24 dans le cadre des contrôles du concédant* ». En effet, l'article L. 2224-31 du CGCT prévoit qu'« *un inventaire détaillé et localisé [des] ouvrages [concédés] est également mis, à leur demande, à la disposition de chacune des autorités concédantes précitées, pour ce qui concerne la distribution d'électricité* ». L'annexe 2 de l'arrêté du 10 février 2020 fixant le contenu de cet inventaire mentionne en particulier les provisions pour renouvellement. Aussi, s'il appartient au concessionnaire d'établir un inventaire des ouvrages concédés conforme à la réglementation, il revient au SDE 24 de se saisir des prérogatives que lui offre la législation pour demander chaque année cet inventaire à son

concessionnaire et assurer un contrôle notamment de l'utilisation du stock de provisions pour renouvellement ;

- le contrat, qui s'inscrit sur une durée de 30 années, n'offre aucune visibilité financière au concédant dans la mesure où il s'appuie sur un schéma directeur des investissements non chiffré décliné en programmes pluriannuels d'investissements (PPI) quinquennaux. À ce titre, l'ordonnateur a considéré que ces modalités d'exécution facilitent les relations avec le concessionnaire et la réalisation du suivi annuel. La chambre régionale des comptes appelle toutefois son attention sur la nécessité de s'assurer de la bonne mise en œuvre des PPI quinquennaux. En effet, des retards accumulés bouleverseraient inéluctablement l'économie du contrat et entraîneraient mécaniquement une augmentation substantielle de l'indemnité de sortie à l'issue du contrat ;
- le cahier des charges ne prévoit plus la constitution de provisions pour renouvellement, ce qui aura pour conséquence de majorer l'indemnité de sortie de la concession. Dans sa réponse, le concessionnaire a rappelé que « *cette fin des dotations en provision pour renouvellement s'accompagne d'obligations nouvelles mises à la charge du concessionnaire, lesquelles se manifestent à travers la mise en place d'un dispositif innovant de gouvernance des investissements* ». Cette réponse ne permet pas à la chambre d'apprécier la façon dont sera assurée la maintenance des infrastructures mises à disposition par le concédant en l'absence de provision pour renouvellement contractuelle.

Finalement, la chambre régionale des comptes relève que la renégociation du contrat a permis au syndicat d'améliorer la gouvernance des investissements sur le périmètre de la concession. En revanche, le SDE 24 n'est pas parvenu à sécuriser ses intérêts financiers, que ce soit pour l'évaluation de l'indemnité de sortie de la concession ou pour l'utilisation du stock de provisions pour renouvellement non consommées. En réponse, l'ordonnateur a indiqué que « *les sujets du ticket de sortie et des provisions pour renouvellement non consommées ont été abordés à plusieurs reprises lors des négociations, à la demande du SDE 24. Ces sujets n'ont pas pu faire l'objet de la moindre négociation : Enedis était totalement fermé à la discussion et se retranchait derrière le cadre national. Le montant de l'indemnité de sortie a cependant été calculé et annexé au diagnostic financier, mais n'a pas pu être intégré au contrat* ». Si l'article 49 du cahier des charges de la concession prévoit bien une méthode de liquidation de l'indemnité de sortie du contrat, l'absence de visibilité technique et financière à l'issue de l'exécution de la concession ne permet pas d'en apprécier le juste et robuste équilibre.

#### **4.1.2 La comptabilité patrimoniale tenue par le concessionnaire**

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes renouvelait sa recommandation au syndicat d'établir avec ERDF (devenu Enedis) un inventaire contradictoire de l'ensemble des actifs de la concession.

Interrogé sur les suites apportées à ces observations, l'ordonnateur a produit les inventaires établis chaque année par Enedis à la demande du syndicat dans le cadre de son contrôle de la concession. Il a relevé que ces inventaires ne sont pas contradictoires mais évoluent chaque année à la suite des demandes formulées par le syndicat.



Enedis a fait valoir que l'arrêté du 10 février 2020 fixant le contenu et les délais de production de l'inventaire détaillé et localisé des ouvrages des concessions de distribution d'électricité prévu à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales ne prévoit pas de tenue contradictoire de l'inventaire de l'actif concédé. La chambre relève que si cet arrêté n'était pas en vigueur pendant la durée d'exécution du précédent contrat de concession, ses dispositions s'appliquent effectivement à la concession en vigueur.

Cet arrêté ne prescrit pas une tenue contradictoire de l'inventaire organisée selon un calendrier et des procédures prédéfinies mais son article 6 impose au gestionnaire de réseau de corriger, selon une fréquence au moins annuelle, l'inexactitude d'informations constatée dans l'inventaire par l'autorité concédante. Par conséquent, cette prescription s'apparente à un processus de contrôle contradictoire de la fiabilité des données de l'inventaire.

En définitive, la chambre régionale des comptes considère que le principe de la tenue contradictoire de cet inventaire demeure de la responsabilité conjointe du concessionnaire et du concédant. Concernant le concessionnaire, elle se justifie par son obligation d'améliorer la fiabilité de l'inventaire telle que le prescrit l'article 6 précité ; concernant le concédant, la tenue de l'inventaire découle d'un principe de bonne gestion de tout actif concédé en gestion à un tiers.

Par ailleurs, l'article L. 2224-31 du CGCT impose à « *chaque organisme de distribution d'électricité [...]* » la communication à l'autorité concédante d'un « *compte rendu annuel qui comporte, notamment, la valeur brute ainsi que la valeur nette comptables, la valeur de remplacement des ouvrages concédés pour la distribution d'électricité [...]. Un inventaire détaillé et localisé de ces ouvrages est également mis, à leur demande, à la disposition de chacune des autorités concédantes précitées, pour ce qui concerne la distribution d'électricité. Cet inventaire distingue les biens de retour, les biens de reprise et les biens propres* ».

Ces dispositions ont récemment été complétées par l'arrêté du 10 février 2020 fixant le contenu et les délais de production de l'inventaire détaillé et localisé des ouvrages des concessions de distribution d'électricité prévu à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales. Cet arrêté précise que l'inventaire doit être constitué d'un état complet des ouvrages utilisés par le gestionnaire dans lequel doit figurer notamment « *tous les ouvrages ou parties d'ouvrages affectés à la distribution d'électricité afin de desservir les consommateurs ainsi que, le cas échéant, les bâtiments, locaux et terrains acquis pour établir ces ouvrages* ». L'arrêté prévoit, en outre, une mise à jour annuelle de l'inventaire et la contribution de l'autorité concédante à cette mise à jour lorsque celle-ci est maître d'ouvrage de travaux sur le réseau concédé. S'agissant de l'inventaire, l'article 5 pose enfin le principe de son exigibilité par les autorités concédantes dès la date de publication de l'arrêté susvisé au 28 février 2020.

Jusqu'en 2020, les rapports d'analyse, transmis par le prestataire assistant le syndicat dans ses contrôles, relevaient que les inventaires transmis par le concessionnaire ne présentaient pas de façon exhaustive le périmètre des ouvrages concédés, qu'il s'agisse de leur nature (biens de retour, biens de reprise, biens propres), de leurs motifs d'entrée et de sortie (premier établissement, renouvellement, remise gratuite, etc.) et de leurs origines de financement (concessionnaire, concédant, tiers). Ainsi, le syndicat n'avait pas la possibilité de contrôler la sincérité des actifs et passifs du bilan et notamment le calcul des droits du concédant. Il était également relevé qu'une partie des ouvrages n'était pas localisée et représentait, au 31 décembre 2018, 13,6 % de la valeur brute de l'ensemble des biens concédés.

L'ordonnateur a fait part de désaccords avec Enedis en ce qui concerne la valorisation des biens financés par le concédant et remis au concessionnaire. Contrairement à ce que prévoyait l'article 10 du précédent contrat, Enedis n'a pas amorti ces biens mais les a uniquement dépréciés, entraînant de fait une sous-valorisation des biens financés par le concédant.

De même, le concessionnaire n'a constitué aucune provision pour renouvellement de ces biens contrairement à ce que prévoyait l'article 31B. Ces carences entraînent une majoration pour le SDE 24 du calcul de son indemnité de sortie de la concession.

Enedis a précisé que *« les articles 10 et 31B du cahier des charges du contrat de concession doivent être interprétés à la lumière des règles comptables et fiscales qui s'imposent à Enedis. Ainsi, ces dernières interdisent toutes dotations aux provisions pour renouvellement (PR) et amortissement financement concédant (AFC) pour les ouvrages BT en zone rurale dont elle n'assure pas elle-même le renouvellement »*.

Enedis a ajouté que *« la constitution de provisions pour renouvellement des biens dans le cadre des travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante aurait pour conséquence de faire payer aux usagers des charges au-delà du nécessaire. En effet, lorsque l'autorité concédante renouvelle des biens à l'occasion de travaux dont elle a la charge, le coût du renouvellement est inclus dans le coût des travaux, travaux qui sont en grande partie payés par les usagers au travers du TURPE, puisque celui-ci couvre notamment les contributions d'Enedis destinées à financer les aides aux collectivités pour l'électrification rurale distribuées par le CAS FACé. Des provisions « en plus » constitueraient une somme indue perçue sur les usagers »*.

La chambre régionale des comptes constate que le gestionnaire a accepté l'inscription au cahier des charges du contrat de concession de dispositions contraires aux règles fiscales et comptables d'Enedis mais, surtout, que cette situation est peu transparente pour le concédant.

À partir de 2020, l'ordonnateur a précisé qu'*« un inventaire est demandé, en conformité avec l'arrêté du 10 février 2020 précité »*. Les contrôles opérés par le syndicat font ressortir que les biens de reprise n'y sont pas intégrés et estime que les biens immatériels nécessaires à l'exercice du service public (notamment les systèmes informatiques, logiciels et données) sont qualifiables de biens de retour. Il ressort en effet de l'arrêt<sup>15</sup> du Conseil d'État *« Commune de Nîmes »* en date du 16 mai 2022 que, dans le silence du contrat, l'ensemble des biens nécessaires au bon fonctionnement du service public, incluant des biens immatériels, appartient à la personne publique dès leur réalisation ou leur acquisition. Ainsi, à l'issue de la concession, ils sont réputés appartenir à la personne publique et lui être retournés gratuitement, le contrat ne pouvant pas faire obstacle à ce retour gratuit. La nature de biens de retour des systèmes d'informations, bases de données et logiciels, est évidente au regard de leur absolue nécessité au bon fonctionnement du service de distribution d'électricité. C'est pourquoi, il est indispensable qu'ils soient à l'inventaire des biens qui ont vocation à être restitués au concédant à l'issue de la concession.

La chambre régionale des comptes constate le caractère incomplet de l'inventaire qui ne permet pas une complète connaissance du patrimoine concédé et la préservation des intérêts patrimoniaux. Elle rappelle que l'article L. 2224-31 du CGCT précise en son 3<sup>ème</sup> alinéa que l'*« inventaire distingue les biens de retour, les biens de reprise et les biens propres »*.

---

<sup>15</sup> CE 16 mai 2022 *commune de Nîmes*, req. n° 459904, publié au Rec. CE



**Recommandation n° 6.** : établir avec Enedis, en vue de la prochaine programmation quinquennale du PPI, un inventaire détaillé, localisé et actualisé de l'ensemble des investissements réalisés depuis la signature du contrat de concession, comme prévu à l'article L. 2224-31 du CGCT, pour permettre le contrôle du concédant *[non mise en œuvre]*.

#### 4.1.3 Le contrôle des concessions par le syndicat

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes avait formulé deux recommandations.

En premier lieu, elle invitait l'ordonnateur à maintenir un contrôle étroit de l'exécution économique et comptable de la convention de concession visant à protéger les intérêts financiers du syndicat et à faciliter la réalisation du bilan de la concession à l'échéance du contrat.

Au cours de la période sous revue, le syndicat a missionné un prestataire pour élaborer un tableau de bord présentant plusieurs données chiffrées relatives aux aspects techniques, financiers et de qualité du service rendu aux usagers ainsi que l'examen de thématiques particulières. Ces contrôles ont ainsi permis de disposer des données nécessaires pour négocier avec Enedis dans le cadre du renouvellement de la concession. Sur cette base la chambre régionale des comptes considère que sa recommandation a été mise en œuvre.

En second lieu, la chambre régionale des comptes recommandait au syndicat de veiller au respect des engagements pluriannuels pris sur la période 2012-2016 par ERDF (devenu Enedis) en 2012. En effet, le concessionnaire avait lancé un programme exceptionnel d'investissement et de maintenance (PEIM) visant à améliorer durablement la qualité de la distribution de l'électricité sur la Dordogne sur cinq ans. Les moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif ont consisté en des budgets supplémentaires d'investissement et de maintenance à hauteur de 40 M€ sur cinq ans, soit 8 M€ par an.

**Tableau n° 11 : suivi du plan exceptionnel d'investissement et de maintenance d'ERDF/Enedis entre 2012 et 2020 (en M€)**

	2011 année repère	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Investissements	27	37	35,6	32,4	32,1	32,9	35,3	37	38,6	35,3
dont investissements supplémentaires		10	8,6	5,4	5,1	5,9	8,3	10	11,6	8,3
Temps de coupure sur incident HIX en min	126	142	235	154	86	205	148	150	109	106

Source : SDE 24

Le tableau de suivi transmis par l'ordonnateur montre que les moyens supplémentaires prévus ont été engagés au-delà de 8 M€ en 2012 et 2013 puis se sont stabilisés entre 5 et 6 M€ par an. Ainsi, sur la période 2012-2016, les moyens supplémentaires engagés par Enedis se chiffrent à 35 M€, soit 5 M€ de moins que prévu initialement. Cet effort s'est poursuivi toutefois au-delà de 2017 dans la mesure où le concessionnaire a investi annuellement entre 8 et 11 M€ supplémentaires entre 2017 et 2020.

Malgré l'importance des investissements engagés sur la période, les objectifs en matière de réduction du temps de coupure hors incidents exceptionnels (HIX) n'ont pas été atteints. En 2020, ce temps est de 106 minutes alors que l'objectif est de 70 minutes.

Enedis a indiqué que *« les objectifs sur les temps de coupure doivent être pris avec beaucoup de précaution car il est très fluctuant d'une année sur l'autre en fonction des aléas climatiques de plus en plus impactant. Le nouveau contrat de concession fixe des ambitions importantes en matière d'investissement dans son schéma directeur d'investissement sur la durée du contrat, avec une cible pour le temps de coupure sur incident hors événements exceptionnels entre 80 et 90 minutes à l'horizon de 30 ans. Il est à noter que le contrat prévoit une réévaluation de ces ambitions tous les 8 ans, pour notamment prendre en compte les effets du changement climatique »*.

La chambre régionale des comptes écarte cette argumentation dans la mesure où l'indicateur de durée de coupure, qui n'intègre ni les aléas climatiques ni les travaux, est calculé de la même façon pour tous les départements. Pour l'année 2020, à titre de comparaison, la durée moyenne de coupure au niveau national en réseau BT était de 58,4 minutes par client, dont 14,7 minutes de coupures planifiées (59,5 minutes par client, dont 16,3 minutes de coupures planifiées en 2022), et de 38,9 minutes dont 10,1 minutes planifiées en réseau HT<sup>16</sup> (40,12 minutes dont 10,79 minutes en 2022). Par ailleurs, la chambre alerte sur le fait que le changement climatique ne peut plus être considéré comme un aléa mais qu'il doit devenir une contrainte d'exploitation. En revanche, la chambre constate que les objectifs de qualité de service, qui se traduisent par un objectif de durée de coupure, se dégradent toujours malgré l'augmentation des investissements et la modernisation des ouvrages.

Les dispositifs de contrôle des concessions mis en œuvre par le syndicat ont été renforcés sur la période. Les comptes rendus d'activité de la concession (CRAC) sont transmis chaque année par le concessionnaire. De même, l'ordonnateur a précisé que le service du contrôle avait été étoffé et réorganisé sur la période, ce qui aurait permis, selon lui, de recentrer les informations, de faciliter les échanges et la coordination des programmes de travaux. Par ailleurs, le contrat de concession prévoit des réunions trimestrielles de suivi du programme pluriannuel d'investissement (PPI) de la concession selon un calendrier précis ainsi que des points d'étape.

En revanche, aucune information des résultats de ces contrôles n'est rapportée aux élus du comité syndical en raison, selon l'ordonnateur, de la technicité des sujets, même si les sujets posant des difficultés particulières sont évoqués lors de la présentation annuelle du CRAC.

En définitive, la chambre régionale des comptes constate que le syndicat met globalement en œuvre les vérifications qui lui incombent.

#### **4.1.4 Le suivi des réclamations des usagers par le concessionnaire**

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes recommandait au syndicat d'adopter avec le concessionnaire une méthodologie commune de suivi des réclamations adressées par le syndicat à Enedis et d'améliorer le taux de réponse aux réclamations formulées par les usagers du service public de l'électricité.

---

<sup>16</sup> Données Enedis.

Interrogé sur les suites apportées à ces observations, l'ordonnateur a précisé qu'un tableau de suivi des réclamations a été établi afin de faciliter les échanges avec le concessionnaire pour le traitement des réclamations des clients.

En ce qui concerne le taux de réponses apportées à ces réclamations, le CRAC de 2021 indiquait qu'il s'établissait à 95,1 % sous 30 jours après réception de la réclamation écrite. Sur la base de ces éléments, la chambre régionale des comptes considère que sa recommandation a été mise en œuvre.

## **4.2 La performance du réseau électrique**

### **4.2.1 Examen des suites apportées au dernier examen de la gestion de la chambre régionale des comptes**

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes recommandait au syndicat de conduire, avec les autres bénéficiaires de la taxe sur l'électricité, une réflexion sur la manière dont ils pourraient contribuer à un effort collectif d'amélioration de la qualité du réseau, nettement inférieure à celle de beaucoup d'autres départements.

Interrogé sur les suites apportées à ces observations, l'ordonnateur a indiqué que la totalité du produit de la taxe conservée par le SDE 24 est investie dans l'amélioration des réseaux. Il a ajouté toutefois que le syndicat n'était pas en mesure de contrôler l'usage de la taxe sur l'électricité que font le conseil départemental de la Dordogne et la ville de Périgueux qui en perçoivent directement le produit. Dans le contexte actuel d'urgence climatique et de transition énergétique, la question de la concertation entre les acteurs mérite d'être posée.

### **4.2.2 Actions menées pour la modernisation du réseau d'électricité depuis le précédent contrôle**

S'agissant de la modernisation du réseau électrique, l'ordonnateur a rappelé que les investissements réalisés par Enedis portent majoritairement sur la moyenne et la haute tension (HTA) tandis que le SDE 24 intervient uniquement sur la basse tension (BT).

À ce titre, Enedis a réalisé des investissements importants depuis 2012, dans le cadre d'un plan pluriannuel sur la période 2012 à 2016 prolongé jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat de concession et de son premier plan pluriannuel d'investissement (PPI) à hauteur de 48 M€. Les travaux sont ciblés pour répondre aux objectifs suivants :

- améliorer la qualité de l'électricité en matière de continuité de fourniture ;
- poursuivre l'amélioration de la résilience du réseau HTA et BT vis-à-vis des aléas climatiques ;
- améliorer la qualité du réseau souterrain BT et HTA.

En ce qui concerne le syndicat, ses investissements sont financés, de manière substantielle, par les crédits du financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé). Des programmes spécifiques viennent compléter ces travaux :

- l'extension du réseau basse tension (inférieur à 36 k Volt Ampère) ;

- l'extension du réseau basse tension à destination des équipements collectifs (lotissement, bâtiment collectif, camping, etc.) : desserte des opérations sous maîtrise d'ouvrage publique ;
- les travaux d'enfouissement au titre de « l'article 8 », avec la participation d'Enedis ;
- la pose de portes de coffret en béton désactivé, pour remplacer des portes bois abimées ou des portes en plastique, dans les secteurs ayant un intérêt patrimonial ou architectural ;
- l'appui à l'éradication des fils nus des zones périphériques des communes urbaines (200 000 € par an négociés dans le cadre du nouveau contrat de concession) ;
- le plan de relance décidé à la suite de la crise sanitaire pour soutenir l'activité et traiter les projets d'enfouissement en attente, la dotation du Facé ne permettant pas de traiter tous les projets.

Parmi ces chantiers, l'éradication du réseau en « fils nus » constitue une action suivie par le syndicat en raison des risques que ces équipements obsolètes posent à la sécurité du réseau.

Concernant les communes rurales, le syndicat a engagé ces travaux d'éradication dès 2012. À ce jour, ils sont pratiquement achevés, 19,7 km restant à traiter sur les 1 308 km recensés. Quelques opérations n'ont pas abouti en raison de la réalisation d'une opération coordonnée d'enfouissement pour laquelle le syndicat est en attente de l'accord communal.

Concernant les communes urbaines, moins exposées à des risques techniques que les communes rurales, le travail d'éradication est beaucoup moins avancé. Enedis s'est engagé à supprimer les 300 km restants pour 2035. Pour venir en soutien à cet engagement, le SDE 24 interviendra dans la périphérie des communes urbaines, pour un montant maximum de travaux de 200 000 € TTC, pour la période 2020-2024. À ce jour, Enedis a traité 9,6 km de fils nus (30 km prévus au PPI jusqu'en 2025) et le SDE 24, 2,4 km (plus 3,5 km en cours).

#### 4.2.3 La qualité du réseau électrique

La qualité du réseau s'est améliorée grâce aux travaux d'éradication des fils nus en zone rurale, conduits par le SDE 24, et aux travaux de modernisation et de désensibilisation aux aléas climatiques réalisés depuis 2012 sur le réseau haute tension (HTA) par le concessionnaire. Il demeure toutefois marqué par plusieurs fragilités qui découlent à la fois des contraintes naturelles du département mais également de la vétusté de certaines installations.

Le réseau HTA est très sensible aux aléas météorologiques, récurrents ou exceptionnels, de par sa structure et son exposition au risque de chute d'arbres sur les pylônes dans un département très boisé, et demeure trop peu résilient aux événements climatiques malgré les efforts de modernisation entrepris par le concessionnaire depuis 2012. Le réseau BT « fil nu » des communes urbaines doit faire l'objet d'une stratégie de traitement de la part du concessionnaire dans le cadre du schéma directeur des investissements (SDI).

Pour ce qui concerne le SDE 24, la présence de 200 km de fils torsadés de faible section BT pouvant altérer la qualité de la distribution électrique aux usagers (instabilité de la tension électrique pouvant entraîner des dommages sur les appareils raccordés) a été identifiée.

L'ordonnateur a indiqué que la dépose et le remplacement de ces fils torsadés nécessiteraient l'engagement d'une dépense nouvelle de 16 M€ sur dix ans et précisé que « *les points de faiblesse du réseau (HTA et fils nus BT urbains) ont bien été identifiés dans le diagnostic technique et sont donc des postes importants du SDI et du premier PPI* » du contrat de concession en vigueur.

Il a ajouté que « *Pour ce qui concerne les fils torsadés de faible section BT identifiés par le SDE 24, malgré la volonté du syndicat de remplacer ceux qui présentent une faiblesse pour le réseau BT, leur traitement n'est pas assuré. En effet, Enedis, s'appuyant sur le fait qu'il n'y ait pas (encore) de contrainte avérée, estime que le SDE 24 n'est pas fondé à intervenir (en application de la répartition de la maîtrise d'ouvrage) et bloque les dossiers d'étude qui lui sont transmis.*

*Pour ce qui concerne la qualité du réseau électrique, la responsabilité en incombe au concessionnaire (article 7 du cahier des charges : les articles D. 322-1 et suivants du code de l'énergie et l'arrêté du 24 décembre 2007, pris en application de l'article D. 322-2 du code de l'énergie, fixent les niveaux de qualité et les prescriptions techniques en la matière que doivent respecter les gestionnaires de réseaux publics de distribution.). L'article 11 du cahier des charges définit des valeurs repères en termes de niveau de qualité d'alimentation et de fiabilisation des ouvrages dans le SDI, puis les décline dans les PPI successifs ».*

L'ordonnateur a rappelé que « *les articles 35 et 36 décrivent le niveau de qualité, nature et caractéristiques de l'énergie livrée ainsi que la continuité de service. Les nombreux investissements sur le réseau réalisés conjointement par le SDE 24 et Enedis depuis une dizaine d'années commencent à générer une amélioration de la qualité de fourniture et de la résilience du réseau* ».

La chambre conteste ce point de vue au regard des données relatives aux objectifs de temps de coupure de distribution d'électricité tels que mentionnés *supra*.

La performance des réseaux de distribution d'électricité est inégale sur la période sous contrôle. Elle a été affectée, en 2017 et 2018, par une augmentation du nombre de coupures longues et de clients mal alimentés. Cette dégradation s'explique, selon le syndicat, par la survenance d'évènements météorologiques exceptionnels de type tempête ayant affecté au premier chef les réseaux HTA dans les zones forestières. Plus particulièrement, la forte augmentation du nombre des clients mal alimentés en 2018 s'explique par un changement du mode de recensement statistique intervenu au cours de cet exercice.

En revanche, le recul des incidents sur le réseau de distribution en HTA s'explique, selon le syndicat, par les chantiers de modernisation et de renouvellement des équipements engagés par Enedis avec le programme exceptionnel d'investissement et de maintenance (PEIM) déjà cité sur la période 2012-2016 et poursuivis par de nouvelles tranches d'investissements dans le cadre de la nouvelle concession.

### **4.3 Les actions du syndicat en matière de transition énergétique**

#### **4.3.1 Suites apportées au précédent rapport d'observations définitives en matière de maîtrise de la demande d'énergie**

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes recommandait à l'ordonnateur d'augmenter le nombre de collectivités adhérentes au « service énergie » mis en place par le syndicat pour accompagner les communes dans leurs démarches de maîtrise de la demande d'énergie. Le présent contrôle a fait apparaître que le nombre de collectivités adhérentes a fortement augmenté puisqu'il est passé de 166 en 2014 à 491 en 2022, soit 97 % des communes du département de la Dordogne. Sur la base de ces éléments, la chambre régionale des comptes considère que sa recommandation a été mise en œuvre.

#### **4.3.2 Suites apportées au précédent rapport d'observations définitives en matière de transition énergétique**

Dans son précédent rapport, la chambre régionale des comptes encourageait le syndicat à agir pour la production d'énergies renouvelables et à devenir un acteur en matière de transition énergétique dans le département de la Dordogne.

##### **4.3.2.1 En matière de mobilité durable : l'installation des infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE)**

En 2017 et 2018, 151 bornes de rechargement de véhicules électriques ont été installées dans le département. Le syndicat a précisé que l'utilisation de ces bornes croît fortement et régulièrement puisque l'augmentation des fréquentations est, en moyenne, de 150 % par an. Par délibération du 2 mars 2022, le conseil syndical a souhaité accélérer le développement des IRVE. L'objectif est de responsabiliser davantage les communes dans la qualité de service mais aussi d'anticiper le développement de l'offre privée en lançant un schéma directeur des IRVE. Ce schéma a pour objet d'anticiper l'impact du déploiement de ces bornes sur le réseau électrique et de définir les complémentarités entre les opérateurs publics et privés.

##### **4.3.2.2 L'accompagnement des acteurs locaux à la planification énergétique**

Le syndicat déploie un dispositif d'accompagnement en direction des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du département pour la mise en œuvre des plans climat air énergie territorial (PCAET) obligatoires pour les EPCI de plus de 20 000 habitants. Cet accompagnement porte sur la fourniture de données, *via* une adhésion du SDE 24 à l'agence régionale d'évaluation environnement et climat (AREC) et l'achat d'une prestation auprès d'un bureau d'études, qui accompagne l'ensemble des PCAET du département.

Sur ce point, l'ordonnateur a indiqué que le département de la Dordogne est couvert à 75 % par des PCAET. Par ailleurs, d'autres actions d'accompagnement sont en cours de préparation : la mise à disposition d'un outil numérique mutualisé destiné à quantifier et visualiser le suivi des actions ; l'animation du réseau des référents PCAET qui a pour ambition de mutualiser les bonnes pratiques mais aussi de mettre en œuvre au niveau départemental les



actions communes à l'ensemble des PCAET ; l'appui d'un technicien du syndicat pour le suivi de la planification.

#### 4.3.2.3 La rénovation énergétique des bâtiments publics

L'ordonnateur a précisé que 491 communes bénéficient soit directement, soit par le biais de leur EPCI, de la convention Climat Énergie.

Cette convention instaure plusieurs axes : les bilans de consommation communaux ; les pré-diagnostics de logements et audits des bâtiments publics assortis du chiffrage des travaux nécessaires. Selon l'ordonnateur, ces outils permettent au syndicat d'accompagner depuis 2022 les collectivités concernées par la mise en œuvre du décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations de réduction de la consommation finale dans des bâtiments à usage tertiaire.

Le syndicat a également engagé des mesures de soutien au développement de la géothermie et les dispositifs de chaleur renouvelable. Enfin, il envisage de devenir maître d'ouvrage délégué pour la rénovation énergétique des bâtiments publics. L'objectif est de réaliser les travaux, mais aussi de monter des dossiers groupés de financement auprès du fonds européen de développement régional (FEDER), de l'État, du conseil régional et du conseil départemental.

#### 4.3.2.4 La production d'énergies renouvelables

Différentes actions sous la forme d'un « paquet solaire » ont été mises en place. La première mesure a consisté en la réalisation de cadastres solaires sur les bâtiments publics de 19 EPCI couvrant 95 % du territoire du département. Cette opération de cadastres solaires consiste à évaluer le potentiel de production d'énergie renouvelable sur les toitures de chaque bâtiment expertisé. À la suite de ce recensement, le syndicat se met à disposition des collectivités pour une étude technique plus approfondie, voire un accompagnement technique et administratif pour la réalisation des travaux alors que la Dordogne accuse un certain retard en la matière.

#### 4.3.2.5 L'éclairage public

Le syndicat a mené des campagnes de travaux sur l'éclairage public dans le cadre du transfert de cette compétence par l'ensemble des communes de Dordogne à l'exception de Périgueux : installation de 3 922 horloges astronomiques pour un investissement de 2,1 M€ entre 2015 et 2018 afin de programmer des coupures pendant la nuit ; diagnostic complet de l'état du parc d'éclairage public réalisé en 2017-2019 pour 800 000 € ; engagement en 2017-2018 d'une première tranche d'éradication des luminaires boules dont la consommation énergétique est excessive représentant 2 500 luminaires pour un montant de travaux de 2,7 M€ et engagement d'une deuxième tranche d'éradication en 2021-2022 pour un montant de travaux de 1,5 M€.

Enfin, un important plan d'investissement pour la modernisation des éclairages vétustes dénommé « *nouvelle donne de l'EP* » a été engagé en 2021 pour un montant prévisionnel de 60 M€ sur dix ans. Ce plan fait suite au résultat du diagnostic qui a fait apparaître un taux de vétusté du parc de l'ordre de 33 % avec 30 000 luminaires vétustes sur les 80 000 du parc. Son principal objectif est de diminuer de manière importante les consommations d'électricité afférentes. Il se décline en un plan pluriannuel d'investissement par commune, jusqu'à dix ans avec un engagement conjoint entre le syndicat et la commune concernée. Ce plan prévoit enfin une prise en compte des évolutions technologiques permettant d'optimiser les consommations.



Sur la base de ces éléments, la chambre régionale des comptes considère que le syndicat a déployé, sur la période examinée et à la suite d'une préconisation du précédent contrôle une activité diversifiée. Toutefois, les marges de progrès en matière de transition énergétique restent importantes. Selon les données 2020 publiées par l'agence régionale d'évaluation environnement et climat (AREC) de Nouvelle-Aquitaine, le département de la Dordogne est classé 9<sup>ème</sup> sur les 12 départements que compte la région Nouvelle-Aquitaine en matière de production d'énergies renouvelables<sup>17</sup>.

#### 4.4 Les orientations stratégiques

L'activité du syndicat dans la réalisation de ses missions statutaires sur la période écoulée est particulièrement ambitieuse et diversifiée, qu'il s'agisse de ses compétences de base dans ses responsabilités de concédant des installations électriques ou de gaz, ou en matière de transition énergétique pour laquelle il a structuré plusieurs actions techniques à travers des compétences optionnelles dotées de moyens financiers conséquents.

Toutefois, le développement de ces activités s'opère en l'absence de cadre stratégique permettant de définir les objectifs, d'en décomposer les actions, de définir une trajectoire de réalisation à moyen terme, un calendrier opérationnel, des indicateurs mesurant l'avancement des actions ainsi qu'un plan de financement sécurisant leur mise en œuvre.

L'ordonnateur n'a pas été en mesure de produire un document de cadrage approuvé en la matière. Divers documents de statuts variables (règlement d'intervention, conditions d'exploitation des bornes de recharge des véhicules électriques) ne peuvent s'assimiler à des orientations de moyen-long termes en concordance avec les objectifs fixés par le cadre législatif en matière de transition énergétique alors qu'il reste le principal opérateur en ce domaine.

Quant à la définition d'un plan pluriannuel d'investissement (PPI), existant sur la période 2013 à 2021, l'ordonnateur a indiqué que si la stratégie d'investissement n'a pas été déclinée, depuis 2022, au travers d'un nouveau PPI, elle demeure abordée lors des comités syndicaux et plus particulièrement lors des débats d'orientations budgétaires afin de mieux ajuster les financements mobilisables.

La chambre régionale des comptes constate que l'exécution du PPI précité n'a pas donné lieu à une information *ad hoc* des élus alors même qu'il était peu utilisé comme outil de pilotage pour les services et que son articulation avec les rapports d'orientations budgétaires n'est pas établie. Aucun plan n'a été défini à compter de 2021 alors même que de très lourds investissements sont annoncés. La stratégie budgétaire n'est donc pas à la hauteur des enjeux qui apparaissent notamment en matière de transition et de sobriété énergétiques.

L'ordonnateur a assuré que la définition d'une stratégie, notamment en matière de transition énergétique, devrait conduire le syndicat « à renforcer son rôle d'impulsion auprès des collectivités et des groupements concernés » et a annoncé que « Le SDE va mettre en place un nouveau PPI enrichi des différents schémas directeurs IRVE et d'ENERGIE et programmes pluriannuels (Nouvelle donne EP, DIRECT, ...).

---

<sup>17</sup> <https://oreges.arec-nouvelleaquitaine.com/donnees-departementales-de-consommations-denergie-finale-demissions-de-ges-et-de-production>.

La chambre régionale des comptes prend acte et lui recommande d'établir, dans les meilleurs délais, un plan stratégique de ses orientations à moyen et long termes (2030 et 2050).

**Recommandation n° 7.** : établir un plan stratégique global correspondant aux échéances et objectifs prioritaires que s'est fixés le syndicat [*non mise en œuvre*].

**Recommandation n° 8.** : établir une programmation pluriannuelle des investissements (PPI) en cohérence avec le plan stratégique permettant d'en fonder l'engagement et le financement indépendamment des PPI de la concession [*non mise en œuvre*].

## 5 LES PARTICIPATIONS DU SYNDICAT AUX ORGANISMES EXTÉRIEURS

### 5.1 Le suivi des risques financiers externes

Les principaux risques externes découlant d'engagements pris par le SDE 24 vis-à-vis de tiers résultent de prises de participation dans le capital d'organismes, de garanties d'emprunts et de la conclusion de contrats complexes (contrats de concession).

**Tableau n° 12 : liste des engagements constitutifs de risques externes pour le syndicat départemental d'énergies de la Dordogne (en €)**

Nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Date de délibération	Montant de l'engagement	Observations
Adhésion à un syndicat mixte	Syndicat mixte Périgord Numérique	Syndicat mixte ouvert	20/02/2014	7,2 M€ en investissement 15% des dépenses nettes de fonctionnement	Le SMPN a pour objet la compétence relative aux réseaux et services locaux de communications électroniques. Outre, le SDE24, il comprend la région Nouvelle-Aquitaine, le département de la Dordogne et les EPCI à fiscalité propre du département
Détenition de parts de capital	SEM 24 Périgord Energies	Société d'économie mixte	01/12/2016	4,2 M€	Soit une détention de 70% du capital par le SDE24 - Autres actionnaires : Caisse régionale de Crédit agricole, SEM SERGIES, SMD3
			20/09/2017	4,5 M€	Rachat des parts du SMD3 (détention de 75% du capital)
			10/09/2019	7,0 M€	Soit une augmentation du capital de 2,5 M€ s'ajoutant aux 4,5 M€ et répartie en 3 appels de fonds en 2020, 2021 et 2022. Répartition modifiée par délibération du 21/04/2021 (sans modification de l'augmentation totale). Détention de 70% du capital
Garanties d'emprunts	SEM 24 Périgord Energies	Société d'économie mixte	29/10/2020	3,0 M€	Garantie couvrant la totalité de la somme (emprunt in fine).
Délégations de service public	Antargaz finagaz	Société par actions simplifiées	04/01/2007-10/06/2011-20/02/2014	N.R.	le SDE 24 a confié l'exploitation et la fourniture de gaz propane à Antargaz Energies pour le compte de 13 communes.
	Primagaz	Société par actions simplifiées	04/01/2007	N.R.	Sur la commune d'Eymet, l'exploitation et la fourniture en gaz propane sont confiées à Primagaz, dans le cadre d'une Délégation de Service Public.
Concessions	GRDF	Société anonyme	06/02/2004 - 23/01/2009 - 19/03/2015	N.R.	Le SDE 24 a concédé la gestion du service public de distribution de gaz naturel à Gaz Réseau Distribution France (GrDF) pour le compte de 84 communes
	Enedis/EDF	Sociétés anonymes	05/12/2019	N.R.	Le SDE 24 a confié le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité à Enedis et la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente à EDF. Renouvellement du contrat pour une durée de 30 ans à compter du 01/01/2020

Source : syndicat départemental d'énergies de la Dordogne, délibérations

Plusieurs engagements financiers au profit de tiers sont particulièrement significatifs.

La garantie d'emprunt de 3 M€, apportée par le syndicat au bénéfice de la SEM 24 Périgord Énergies est entachée d'irrégularité, ce que l'ordonnateur du SDE 24 ne conteste pas. Une des trois conditions fixées à l'article L. 2252-1 du CGCT<sup>18</sup> permettant à une commune de garantir un emprunt au bénéfice d'une personne de droit privé n'est pas remplie.

En vertu de l'article D. 1511-35 du même code, la quotité maximale susceptible d'être garantie par une ou plusieurs collectivités ne peut dépasser 50 % du montant de l'emprunt afférent, disposition qui s'applique à la SEM. Le SDE 24 a décidé, par sa délibération du 29 octobre 2020, de garantir l'emprunt souscrit par la SEM 24 Périgord Énergies. Au-delà de l'irrégularité précitée, le SDE 24 a garanti la totalité du montant, soit une part supérieure à sa propre part au capital de la société (70 %). Autrement dit, le syndicat supporte, de manière excessive, le risque de défaut en cas d'appel de garantie, même si, dans sa réponse, l'ordonnateur a estimé que ce risque était limité.

<sup>18</sup> Applicable aux syndicats intercommunaux par renvoi de l'article L. 5211-36 du CGCT.

Les dispositifs de suivi et de contrôle des risques financiers hors bilan sont inégaux en fonction des tiers au profit desquels des engagements ont été pris. Si le suivi budgétaire de la relation financière entre le syndicat et le syndicat mixte Périgord Numérique est effectué, le contrôle de la SEM 24 Périgord Énergies paraît particulièrement peu formalisé alors que le SDE 24 est à l'origine de sa création, qu'il en est le principal actionnaire et que le montant de ses engagements financiers a très fortement augmenté sur la période.

Sur le fond, la faiblesse des dispositifs de suivi et de contrôle s'illustre par le non-respect de plusieurs dispositions législatives régissant l'information financière. C'est le cas, de manière générale, en ce qui concerne plusieurs annexes budgétaires obligatoires relatives aux engagements hors bilan qui ne sont pas renseignées, contrairement à ce que prévoient les articles L. 2313-1, L. 2313-1-1 et R. 2313-3 du CGCT. Concernant le cas spécifique de la SEM Périgord Énergies, l'article L. 1524-5 du CGCT prescrivant la présentation du rapport annuel des mandataires au comité syndical n'est pas appliqué et la chambre régionale des comptes n'a pas pu obtenir accès aux rapports obligatoires de la période.

Cette situation altère le contrôle que le comité syndical doit garder sur les activités de sa société. L'ordonnateur a indiqué que *« compte tenu des évolutions introduites par la loi 3DS du 21 février 2022 et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du CGCT, un rapport annuel conforme au décret sera présenté chaque année pour faire l'objet d'un débat en comité syndical »*.

La chambre régionale des comptes prend acte de cet engagement de l'ordonnateur tout en rappelant que cette règle préexistait aux textes les plus récents.

Ce suivi annuel est d'autant plus important qu'au cas d'espèce, la SEM Périgord Énergies s'est dotée de multiples filiales et que le syndicat, en sa qualité de principal actionnaire, doit pouvoir disposer d'une vision consolidée pour être en mesure d'évaluer les risques qu'il pourrait devoir assumer.

L'ordonnateur a précisé que *« la création de filiales est présentée aux membres du conseil d'administration de la SEM. La SEM ayant étendu ses objectifs, le choix des filiales, par métier, permet d'avoir une vision précise de chaque affaire. Il convient de préciser que les sociétés de projet sont exigées par les financeurs pour une parfaite lisibilité. Ce fonctionnement par société de projet facilitera la lisibilité lors de la présentation du rapport annuel aux élus, chaque type de projet étant suivi individuellement au niveau financier via les filiales. Dès le bilan 2022, la SEM présentera aux actionnaires un bilan consolidé comprenant toutes ses filiales. La production d'un bilan consolidé sur les années précédentes n'était pas pertinente compte tenu du peu d'ancienneté des sociétés et donc des faibles résultats. Le suivi financier sera dès lors plus facile à mettre en œuvre »*.

Enfin, le rapport annuel d'activité du syndicat mixte Périgord Numérique n'est pas présenté au comité syndical qui en est membre. En réponse, l'ordonnateur a indiqué que *« le rapport annuel du SMPN, malgré nos demandes, n'est pas communiqué au SDE 24. Il ne peut donc être présenté en comité syndical »*.

Compte tenu de ces enjeux mais aussi des nouveaux engagements extérieurs pris sur la période, en particulier au profit de la SEM 24 Périgord Énergies, la chambre régionale des comptes recommande à l'ordonnateur de mettre en place un dispositif de suivi particulièrement rigoureux de ces engagements.



**Recommandation n° 9.** : respecter les règles d'information financière des élus relatives aux organismes extérieurs et celles relatives au niveau de garantie d'emprunt [*non mise en œuvre*].

## 5.2 La création de la SEM 24 Périgord Énergies

Le syndicat a créé, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la société d'économie mixte (SEM) Périgord Énergies, pour étudier et investir dans des projets produisant de l'énergie renouvelable d'origine solaire, hydroélectrique, ou issue de la méthanisation.

Il en est actionnaire majoritaire à hauteur de 70 % du capital social fixé à 10 M€. L'ordonnateur a indiqué que le syndicat étant fortement positionné sur le développement durable et les énergies renouvelables, il a décidé la création de cet organisme pour compléter les dispositifs d'interventions déjà mis en place dans le conseil en énergies ou pour les projets innovants, et tendre vers une autonomie énergétique de la Dordogne. La société a une activité d'ingénierie de projets en réalisant des études de faisabilité, le contrôle de l'exploitation des installations et leur maintenance et la production d'énergies vertes.

L'article 4.7 des statuts du syndicat prévoit qu'il peut exercer à la demande de ses membres la compétence prévue à l'article L. 2224-32 du CGCT relative à l'aménagement et l'exploitation de production d'électricité et de gaz d'origine renouvelable. Cela inclut les installations hydroélectriques d'une puissance maximale de 8 000 kVA, les installations utilisant d'autres énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque notamment), ou encore les installations de valorisation énergétique des déchets ménagers ou assimilés mentionnés aux articles L. 2224-13 et L. 2224-14 du CGCT. En outre, la totalité des communes du département, à l'exception de Périgueux, lui ont effectivement transféré leur compétence relative à la production d'énergies renouvelables. Cette compétence donnait donc le fondement juridique nécessaire.

En confiant ses missions de développement des énergies renouvelables à une société l'ordonnateur a précisé que le champ d'action syndical restait limité au domaine public alors que la SEM permettait l'accompagnement des projets de production privés.

L'ordonnateur considère que les missions du syndicat et de la SEM en matière de transition énergétique ne se chevauchent pas car le premier définit l'objectif de politique publique en matière environnementale alors que la seconde le met en œuvre sur le plan opérationnel. La chambre régionale des comptes souligne que cette répartition des rôles gagnerait à être exprimée dans un cadre stratégique permettant d'assurer la pleine cohérence de la conduite de cette politique publique par les deux opérateurs.

Le comité syndical a été ponctuellement consulté à treize reprises au cours de la période sous contrôle sur des projets de création de filiales rattachées à la SEM<sup>19</sup> ainsi que pour deux prises de participation au capital de deux sociétés privées. Cette consultation répond aux prescriptions fixées à l'article 76 de la loi du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (dite « loi Sapin I »).

---

<sup>19</sup> Voir les comptes rendus des 31 janvier et 6 juin 2018, des 26 mars et 7 novembre 2019, du 6 octobre 2021 et du 11 janvier 2022.



L'ordonnateur considère que l'information à destination des élus sur les risques et opportunités de la création de ces filiales a été diffusée avant le vote des délibérations afférentes. L'examen des rapports préalables aux délibérations sur ce point ne permet pas de confirmer ces propos.

Le compte rendu du comité syndical du 26 mars 2019 ne fait pas apparaître de bilan coûts-avantages de la création de quatre filiales et la délibération correspondante ne fait ressortir aucun débat sur le sujet. L'ordonnateur considère que *« la filiale créée en 2022 entre la SEM et la CRCAM [Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel] est destinée à héberger les projets réalisés par la SEM 24 ou l'une de ses filiales sur les sites appartenant à la CRCAM ou à ses filiales. La SEM détient la majorité du capital. Les deux entités se sont réparties la présidence et la direction. Compte tenu de l'objet de la filiale, il est compréhensible que la présidence soit assurée par la CRCAM. La direction générale de la filiale est assurée par la SEM 24 »*.

La chambre régionale des comptes observe à nouveau que le schéma stratégique à élaborer pour le SDE 24 devra intégrer les missions et les moyens que le syndicat attribue à la SEM pour atteindre ses objectifs.

L'ordonnateur a justifié le soutien du syndicat à la création de filiales au sein de la SEM par les mêmes arguments que ceux ayant présidé à la création de la SEM : la nécessité de disposer d'outils adaptés permettant de créer des filiales et de prendre des participations dans des entreprises privées alors que les outils d'aménagement habituellement développés par les SEM (SPL et SEMOP) ne permettraient pas d'intervenir dans le domaine privé. Selon lui, ces instruments permettraient de combler un retard important dans le développement des énergies renouvelables en Dordogne et de disposer de solutions locales efficaces en s'appuyant, le cas échéant, sur des partenaires spécialisés.

La chambre régionale des comptes considère que cette démarche d'externalisation des missions en matière de développement des énergies renouvelables auprès de la SEM, puis de filialisation dans une démarche de portage de projet ou de capital risque, ne s'inscrit dans aucune orientation stratégique préalable. Elle ne s'est pas accompagnée de dispositifs robustes permettant d'en anticiper des risques à l'échelle de ses investissements financiers et des engagements hors bilan en forte croissance.

L'ordonnateur a affirmé que le fonctionnement de la SEM illustre que son pilotage n'est pas dilué en précisant que *« le conseil d'administration est composé majoritairement d'administrateurs du SDE 24 (sept sur les 10) et de trois censeurs issus des services du SDE 24, sur les quatre. Le conseil d'administration impulse des choix stratégiques et on peut noter l'excellent résultat de la SEM. Du fait de la composition du CA, des réunions régulières avec le directeur sont tenues ainsi que des échanges téléphoniques hebdomadaires. Les élus administrateurs échangent régulièrement avec le directeur. On peut affirmer que le pilotage est non dilué bien au contraire. Une délibération du comité syndical est nécessaire pour toute création de filiales. La SEM 24 est aujourd'hui dans le TOP 5 des SEM bénéficiaires au niveau national (classée en troisième position). On peut souligner l'entrée de la Caisse des dépôts au capital prévue en 2023 »*.

L'ordonnateur a ajouté que la société souhaite créer de nouvelles activités et, par extension, étendre son objet social ainsi qu'il a été proposé au conseil d'administration du 24 novembre 2022 : l'exploitation directe ou indirecte des infrastructures de production et/ou de distribution d'énergie, en particulier d'origine renouvelable ; l'exploitation directe ou indirecte des infrastructures ou équipements visant à réduire le recours aux énergies fossiles ou aux dérivés du pétrole ; la maintenance des infrastructures et installations dont il est question dans l'objet

social suscité ; la fourniture et/ou l'installation et/ou l'exploitation directe ou indirecte en sous-traitance et/ou la maintenance de bornes de recharge pour véhicules électriques.

### 5.3 L'adhésion du syndicat au syndicat mixte Périgord Numérique (SMPN)

#### 5.3.1 Régularité de la participation du SDE 24 au SMPN au regard de ses compétences optionnelles

Par délibération du 20 février 2014 et sur le fondement de sa compétence facultative « communications électroniques », le syndicat a décidé d'adhérer au SMPN, compétent pour tout ce qui a trait aux réseaux et services locaux de communications électroniques au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT. D'après l'article 4.2 des statuts du SDE 24, cette compétence recouvre notamment les maîtrises d'ouvrage et d'œuvre des travaux de premier établissement des infrastructures destinées à supporter des réseaux capables d'assurer des services de radiodiffusion, de télédistribution et de tous services de télécommunications, et de sonorisation, en application de l'article L. 1425-1 du CGCT<sup>20</sup>. Cet article renvoie notamment au code des postes et des communications électroniques qui définit les communications électroniques par « *les émissions, transmissions ou réceptions de signes, de signaux, d'écrits, d'images ou de sons, par câble, par la voie hertzienne, par moyen optique ou par d'autres moyens électromagnétiques* ».

Il ressort de ce qui précède que le SDE 24 pouvait adhérer au SMPN dès lors que ses communes membres, hors Périgueux, lui avaient effectivement transféré cette compétence facultative.

#### 5.3.2 Les contributions financières versées par le SDE 24 au SMPN

D'après l'article 8.2 des statuts du SMPN, « *les charges nettes de fonctionnement liées à l'administration du syndicat sont financées par contribution des membres* ». La contribution du SDE 24 a été fixée à 15 %, sans que cette participation ne soit objectivement explicitée. Alors que le SMPN appelle des contributions syndicales sur la base de ses dépenses prévisionnelles, le SDE 24 a décidé d'honorer sa part sur la base des dépenses nettes réalisées. En conséquence, le président du SMPN a estimé que le SDE 24 était « *redevable de la somme de 76 830,50 € au titre de sa contribution aux charges de fonctionnement* » du SMPN.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, l'article 8.3 des statuts dispose qu'elles font l'objet d'une proposition globale de financement. En outre, le protocole d'accord relatif aux charges financières du syndicat et validé par le président du conseil départemental le 29 janvier 2014 précise que « *chaque membre décidera de sa contribution dans le respect de l'autonomie de décision de chaque financeur* ».

---

<sup>20</sup> Selon l'article L. 1425-1 du CGCT : « *Pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau, les collectivités territoriales et leurs groupements, [...], peuvent, [...], établir et exploiter sur leur territoire des infrastructures et des réseaux de communications électroniques, au sens des 3° et 15° de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques* ».



Grâce à cette souplesse, le comité syndical du SDE 24 a décidé, par une délibération du 14 juin 2017, de ne participer qu'aux investissements liés aux frais de déploiement du très haut débit par fibre et non à la montée en débit. En réponse, le président du syndicat mixte Périgord Numérique a précisé que *« la volonté du SDE 24 a été parfaitement respectée »*.

Le syndicat s'est initialement engagé à participer à la première phase du plan fibre optique en apportant un financement de 7,2 M€ entre 2014 et 2020. En raison des retards dans l'exécution des investissements par le SMPN, seuls 4,8 M€ ont été effectivement versés à ce jour, le reste étant inscrit en reste à réaliser. En réponse, le président du SMPN a précisé que *« si des retards ont effectivement été déplorés au début des travaux, ils ont été rattrapés et le calendrier que le SMPN s'est fixé est finalement respecté »*. S'agissant du montant des contributions, il a indiqué que *« d'une part, seule la somme de 4 525 271,01 € a été payée par le SDE 24 et, d'autre part, la somme de 2 091 833,29 € a été engagée en 2022, pour un total de 6 617 104,30 € depuis 2015 »*.

### 5.3.3 Projet de retrait du SDE 24 du SMPN

Le comité syndical du SMPN, réuni le 6 décembre 2021, a validé l'engagement d'une étude portant sur les modalités de sortie du SDE 24 du SMPN.

L'ordonnateur du SDE 24 a indiqué que *« le rapport étudiant les modalités de sortie du SDE 24 a été remis au SMPN, les négociations sont avancées et la sortie du SDE 24 devrait être effective en 2023 »*. De son côté, le président du SMPN a précisé que *« le syndicat ne souhaite pas s'opposer au projet de sortie du SDE 24. Un cabinet d'avocat a à cet égard été mandaté afin d'accompagner le SMPN dans cette procédure de retrait, afin que celle-ci soit le plus sécurisée possible en termes juridiques »*.

Le SMPN est donc en attente de ces conclusions pour déterminer les suites à donner à la demande de retrait du SDE 24.

## ANNEXES

Annexe n° 1. Glossaire.....	51
Annexe n° 2. Liste des compétences statutaires du SDE 24 .....	53
Annexe n° 3. Découpage du périmètre du SDE 24 en 15 secteurs intercommunaux d'énergies .....	59
Annexe n° 4. Liste des annexes obligatoires du compte administratif non renseignées .....	60

## Annexe n° 1. Glossaire

**AEFN** : appui à l'éradication des fils nus  
**AOD** : autorité organisatrice de la distribution  
**AREC** : agence régionale d'évaluation environnement et climat  
**BA** : budget annexe  
**BP** : budget primitif  
**BT** : lignes ou réseau basse tension  
**CA** : compte administratif  
**CAF** : capacité d'autofinancement  
**CAS** : compte d'affectation spécial  
**CGCT** : code général des collectivités territoriales  
**CRAC** : compte rendu d'activité de la concession  
**CRC** : chambre régionale des comptes  
**CRCAM** : caisse régionale de crédit agricole mutuel Charente Périgord  
**DOB** : débat d'orientation budgétaire  
**EBF** : excédent brut de fonctionnement  
**EDF** : électricité de France  
**EnR** : énergies renouvelables  
**EP** : éclairage public  
**EPCI** : établissement public de coopération intercommunale  
**EDF** : électricité de France  
**ERDF** : électricité réseau distribution France  
**Facé** : financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale  
**FCTVA** : fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée  
**FEDER** : fonds européen de développement régional  
**GRDF** : gaz réseau distribution France  
**HTA** : Haute Tension A (domaine moyenne tension)  
**HTB** : Haute Tension B (domaine haute tension)  
**IRVE** : infrastructure de recharge de véhicule électrique  
**Kva** : kilovoltampère  
**LPFP** : loi de programmation des finances publiques  
**MWh** : mégawatt-heure



**PCAET** : plan climat air énergie territorial

**PPI** : plan pluriannuel d'investissement

**RAR** : restes à réaliser

**ROB** : rapport d'orientation budgétaire

**SDE** : syndicat départemental d'électricité

**SDI** : schéma directeur des investissements

**SEM** : société d'économie mixte

**SEMOP** : société d'économie mixte à opération unique

**SIVOM** : syndicat intercommunal à vocation multiple

**SMPN** : syndicat mixte Périgord numérique

**TCFE** : taxe sur la consommation finale d'électricité

**TCCFE** : taxe communale sur la consommation finale d'électricité

**TDCFE** : taxe départementale sur la consommation finale d'électricité

**TICFE** : taxe intérieure sur les consommations finales d'électricité

**TURPE** : tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité

**TVA** : taxe sur la valeur ajoutée

## **Annexe n° 2. Liste des compétences statutaires du SDE 24**

*D'après les statuts annexés à l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019*

### **1 COMPÉTENCES DE BASE**

#### **1.1. Électricité**

En sa qualité d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation du réseau de distribution publique d'électricité, ainsi qu'à la production et à la fourniture d'électricité, le syndicat exerce, en lieu et place de ses membres les lui ayant transférées, les compétences suivantes, dont celles mentionnées à l'article L. 2221-31 du CGCT :

- 1.1.1. Négociation et passation, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation de missions de service public de distribution de l'électricité, ainsi qu'à la fourniture d'électricité ou, le cas échéant, exploitation en régie de tout ou partie de ces services. Dans ce cadre, peuvent notamment être mis en place et exploités des « réseaux intelligents », définis comme des réseaux d'énergie avancés, auxquels ont été ajoutés un système de communication bidirectionnelle entre le fournisseur et le consommateur, un système intelligent de mesure et des systèmes de suivi et de contrôle ;
- 1.1.2. Représentation des intérêts des usagers dans leurs relations avec les fournisseurs et les entreprises délégataires ;
- 1.1.3. Exercice de mission de conciliation en vue du règlement de différends relatifs à la fourniture d'électricité de secours, selon les modalités prévues à l'article L. 2224-31 du CGCT ;
- 1.1.4. Organisation du contrôle du (ou des) concessionnaire(s) et (ou) distributeur(s), dans les domaines techniques, comptables, juridiques et administratifs, inspection technique des ouvrages de la distribution publique de l'électricité, conformément aux dispositions légales et réglementaires et du (ou des) cahier(s) des charges de concession ainsi que la perception et le contrôle de la taxe sur la consommation finale d'électricité, désignation de l'agent ou des agents devant exercer ce contrôle et cette inspection ;
- 1.1.5. Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre des travaux sur les réseaux publics de distribution d'électricité et les installations de production d'électricité de proximité et l'exploitation de ces installations, soit exercées en direct en tant qu'opérateur de réseau, soit dévolues aux entreprises délégataires ;
- 1.1.6. Réalisation d'actions tendant à maîtriser la demande d'énergies en électricité des consommateurs finals desservis en basse tension lorsque ces actions sont de nature à engendrer des économies en matière d'extension ou de renforcement des réseaux publics de distribution d'électricité situés sur le territoire de la concession ;

- 1.1.7. Représentation des membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur le prévoient ;
- 1.1.8. Application, le cas échéant, des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des réserves d'énergie électrique qui viendraient à être attribuées ;
- 1.1.9. Organisation des services d'études, administratifs, juridiques et techniques en vue de l'examen pour le compte du syndicat et des membres de toutes questions intéressant le fonctionnement du service public de l'électricité ;
- 1.1.10. Le syndicat est propriétaire de l'ensemble des ouvrages du réseau public de distribution d'électricité situés sur son territoire dont il est maître d'ouvrage, ainsi que des biens de retour des gestions déléguées, et des ouvrages réalisés par les membres et les tiers nécessaires à l'exercice de sa compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité.

## **1.2. Gaz**

En sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution du gaz, le syndicat exerce, pour les membres les lui ayant transférées, les compétences suivantes en matière de distribution publique de gaz :

- 1.2.1. Étude des questions relatives à l'approvisionnement, au transport, à la distribution et à l'utilisation du gaz ;
- 1.2.2. Négociation et passation, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation de missions de service public de distribution de gaz, ainsi qu'à la fourniture de gaz ou l'exploitation en régie de tout ou partie de ces services ;
- 1.2.3. Représentation et défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec les différents opérateurs dans le cadre des contrats de concession et les fournisseurs conformément aux lois et règlements en vigueur ;
- 1.2.4. Exercice de missions de conciliation en vue du règlement de différends relatifs à la fourniture de gaz de dernier recours, selon les modalités prévues à l'article L. 2224-31 du CGCT ;
- 1.2.5. Exercice du contrôle du bon accomplissement des missions de service public et contrôle des réseaux publics de distribution de gaz dans le cadre des lois et règlements en vigueur, inspection technique des ouvrages, ainsi que la désignation de l'agent ou des agents devant exercer ce contrôle et cette inspection ;
- 1.2.6. Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre des travaux sur le réseau public de distribution de gaz soit exercées en direct en tant qu'opérateur de réseau, soit dévolues aux entreprises délégataires ;

- 1.2.7. Réalisation d'actions tendant à maîtriser la demande de gaz des consommateurs finals lorsque ces actions sont de nature à engendrer des économies en matière d'extension ou de renforcement des réseaux publics de distribution de gaz situés sur le territoire de la concession ;
- 1.2.8. Représentation des membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur le prévoient ;
- 1.2.9. Organisation des services d'études, administratifs, juridiques et techniques en vue de l'examen pour le compte du syndicat et des membres de toutes questions intéressant le fonctionnement du service public du gaz ;
- 1.2.10. Le syndicat est propriétaire des ouvrages du réseau public de distribution de gaz situé sur son territoire, dont il est maître d'ouvrage, des biens de retour des gestions déléguées ainsi que des ouvrages remis en toute propriété à l'autorité concédante par un tiers.

## 2 COMPÉTENCES OPTIONNELLES

### 2.1 Éclairage public

Comme le prévoit la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, les nouvelles installations d'éclairage public font preuve d'exemplarité énergétique et environnementale, conformément à l'article L. 583-1 du code de l'environnement.

- 2.1.1 Le syndicat peut exercer, en lieu et place des membres, sur leur demande expresse, la compétence relative au développement, au renouvellement et à l'exploitation de leurs installations et réseaux d'éclairage public, comportant :
- la maîtrise d'ouvrage, par transfert, de tous les investissements sur les installations d'éclairage public et d'éclairage des stades, ainsi que sur les illuminations et notamment, les extensions, renouvellements, rénovations, mises en conformité et améliorations diverses ;
  - la maintenance et le fonctionnement des installations précitées, comprenant l'entretien préventif et curatif ;
  - la passation et l'exécution des contrats d'accès au réseau de distribution d'électricité et de fourniture d'énergie électrique ;
  - et, généralement, la passation de tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations et réseaux.
- 2.1.2 Le syndicat peut également exercer en lieu et place des membres, sur leur demande expresse :
- la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre, par convention avec les membres ou leurs groupements qui en font la demande, des travaux sur les installations d'éclairage public ;
  - la maintenance et le fonctionnement des installations précitées, comprenant notamment, l'entretien préventif et curatif.
- 2.1.3 Le syndicat peut réaliser les investissements en matière d'éclairage public pour le compte des personnes morales, membres ou non membres, dans les conditions prévues par la loi.



Les conditions d'intervention du syndicat pour l'exercice des compétences transférées sont définies par délibération du comité syndical et font l'objet d'une convention définissant notamment les conditions financières et les conditions de reprise de compétences.

## **2.2 Communications électroniques**

On entend par « communications électroniques » l'ensemble des installations, (hors réseaux) et équipements de vidéocommunication, de télécommunication au sens de la loi n° 96-659 du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications et réseaux divers de communication, notamment courantes porteurs et sonorisation.

Le syndicat peut exercer, en lieu et place des membres ou de leurs groupements qui en font la demande, la compétence relative à la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre des travaux de premier établissement des infrastructures destinées à supporter des réseaux capables d'assurer des services de radiodiffusion, de télédistribution et de tous services de télécommunication et de sonorisation, en application des lois n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, n° 90-1170 du 2 juillet 1990, n° 96-659 du 26 juillet 1996 et l'article L. 1425-1 du CGCT.

À ce titre, le syndicat peut assurer la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre ou en qualité de maître d'ouvrage désigné, par convention avec les collectivités ou leurs groupements qui en font la demande, des travaux d'infrastructures destinés à supporter des réseaux de télécommunications pour les mettre à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs dans les conditions définies par l'article L. 1425-1 du CGCT.

Il en est notamment ainsi lors d'opérations de dissimulation des réseaux de télécommunications existants lors de travaux coordonnés avec des effacements de réseaux.

Le syndicat assure les conseils administratifs, juridiques, financiers et techniques auprès des membres pour leurs relations avec les différents organismes concernés.

## **2.3 Achat d'énergie**

Le syndicat peut, en lieu et place des membres qui en font la demande, dans les conditions fixées par le comité syndical, négocier, passer et contrôler des contrats d'achat d'énergie dans le cadre d'un groupement de commandes.

Il agit dans ce cas, en qualité de coordonnateur du groupement dans les conditions fixées par les articles L. 2113-6 à 8 du code de la commande publique.

Ces compétences font l'objet d'une convention avec les membres qui en font la demande définissant notamment les conditions d'intervention du syndicat.

## **2.4 Gestion de l'énergie**

Compte tenu de ses compétences de base, le syndicat est habilité à exercer, à la demande de ses membres, des actions qui concourent à la réalisation des objectifs de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et codifiés aux articles L. 100-1, L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie ou tout texte les remplaçant ou s'y substituant. Conformément à l'article L. 2214-37-1 du CGCT, le syndicat a institué une commission consultative paritaire avec l'ensemble des EPCI à fiscalité propre de son périmètre. Cette

commission coordonne l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, met en cohérence leur politique d'investissement, et facilite l'échange de données.

Dans ce cadre, le syndicat peut exercer les activités suivantes :

- 2.4.1 Les diagnostics et études en vue d'une meilleure gestion, d'une utilisation rationnelle de l'énergie, et de la production et consommation d'énergies renouvelables ;
- 2.4.2 L'analyse des résultats tenant compte, en particulier, de la sécurité, de la protection de l'environnement, de la réduction des consommations d'énergie, de l'optimisation des coûts d'investissement et de fonctionnement ;
- 2.4.3 Les démarches et la confection des dossiers nécessaires à l'obtention des subventions ;
- 2.4.4 La réalisation d'opérations et de partenariats afin de mettre en œuvre des expérimentations et des innovations dans la gestion de l'énergie, notamment le pilotage des réseaux, le stockage d'énergie, ainsi que les modalités de production et de consommation décentralisées de l'énergie ;
- 2.4.5 La réalisation d'actions et d'opérations visant au développement de la mobilité durable ;
- 2.4.6 La réalisation d'actions et d'opérations qui concourent à diminuer les émissions de gaz à effet de serre ;
- 2.4.7 La réalisation d'actions et d'opérations tendant à maîtriser la demande en énergie et favoriser l'efficacité et la sobriété énergétique comprenant notamment :
  - la conduite de toute étude et l'apport de conseils en vue d'une gestion optimisée et d'une utilisation rationnelle des énergies dans les bâtiments, pour les équipements techniques, pour l'éclairage public...
  - élaboration des PCAET pour le compte des EPCI à fiscalité propre (article L. 2224-37-1 du CGCT) ;
  - le soutien aux actions ou initiatives favorisant les bonnes pratiques et une utilisation plus rationnelle de l'énergie auprès des collectivités ;
  - la réalisation d'actions et d'opérations qui concourent à augmenter la production et la consommation d'énergies renouvelables.

Ces compétences font l'objet d'une convention définissant notamment, le projet, les conditions d'intervention du syndicat et les conditions financières.

## 2.5 Production et distribution de chaleur

Dans le domaine des réseaux de chaleur, le syndicat peut accompagner les membres qui en font la demande, dans la maîtrise d'œuvre d'installations de production de chaleur d'origine fossile ou renouvelable et des réseaux de distribution associés lorsque ces actions sont de nature à éviter ou à différer, dans de bonnes conditions économiques, l'extension ou le renforcement des réseaux publics de distribution ou d'énergies de réseaux relevant de leur compétence.

Le syndicat est chargé de toutes études et organisations de délégation de service public pour l'exploitation des installations mentionnées à l'alinéa précédent.

Ces compétences font l'objet d'une convention définissant notamment le projet, les conditions d'intervention du syndicat et les conditions financières.

## 2.6 Infrastructures de charge de véhicules électriques

Le syndicat peut exercer, à la demande de ses membres, la compétence prévue à l'article L. 2224-37 du CGCT relative à, sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur leur territoire :

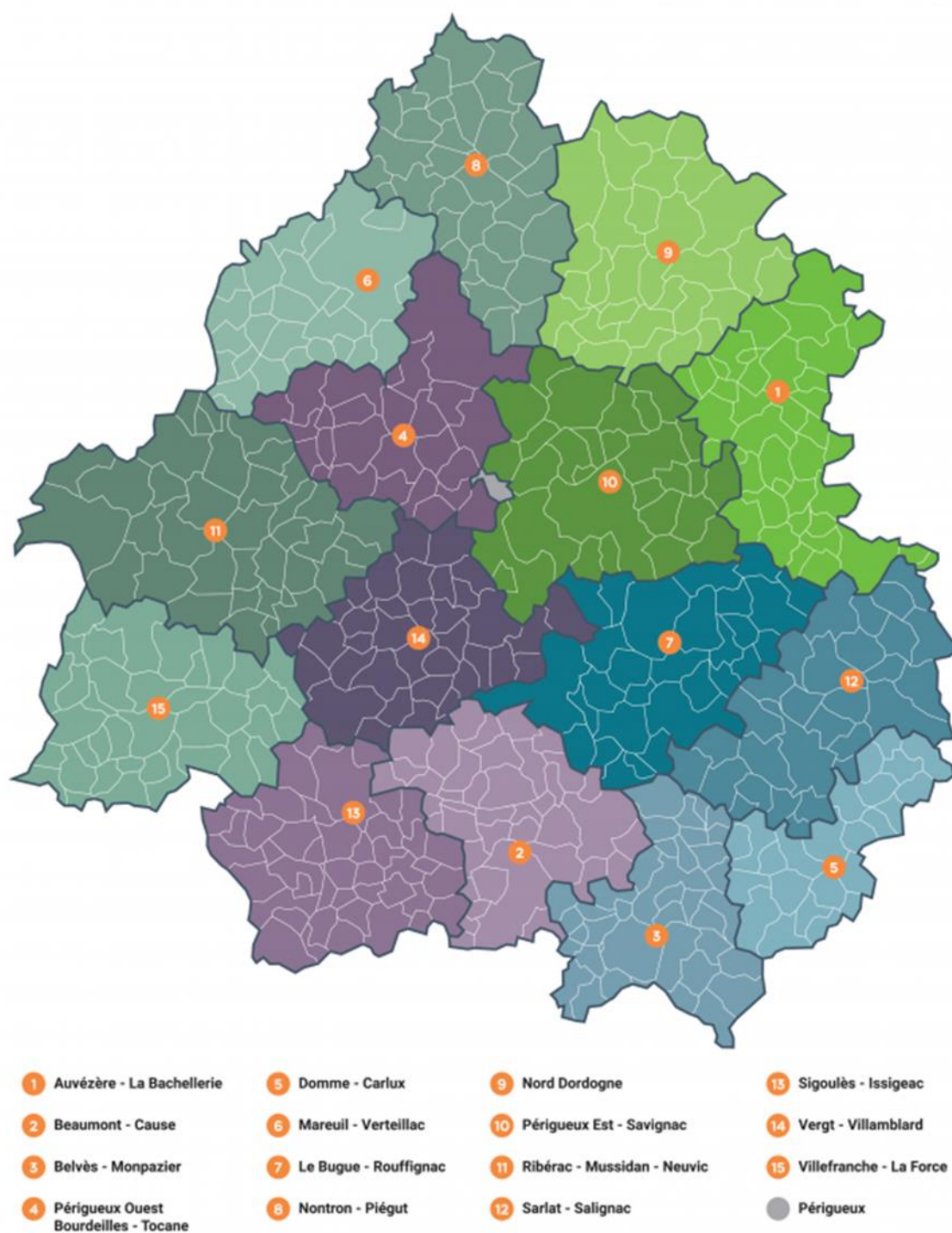
- la création, l'entretien et l'exploitation sur leur territoire, des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- l'exploitation des infrastructures peut comprendre l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge.

## 2.7 Production et distribution d'électricité ou de gaz d'origine renouvelable

Le syndicat peut exercer, à la demande de ses membres, la compétence prévue à l'article L. 2224-32 du CGCT en matière d'aménagement et d'exploitation de production d'électricité et de gaz se traduisant par une économie d'énergie et une réduction des pollutions atmosphériques :

- par toute nouvelle installation hydroélectrique d'une puissance maximale de 8 000 kVA (puissance maximale des machines électrogènes susceptibles de fonctionner simultanément) ;
- par toute nouvelle installation utilisant les autres énergies renouvelables (énergie éolienne et photovoltaïque, notamment) ;
- par toute nouvelle installation de valorisation énergétique des déchets ménagers ou assimilés (cogénération) mentionnés aux articles L. 2224-13 et L. 2224-14 du CGCT.

### Annexe n° 3. Découpage du périmètre du SDE 24 en 15 secteurs intercommunaux d'énergies



Source : site internet du SDE 24

#### **Annexe n° 4. Liste des annexes obligatoires du compte administratif non renseignées**

- l'état des charges transférés (A.8) bien que le compte 481 « *charges à répartir sur plusieurs exercices* » présente un solde de 22 532,07 € ;
- l'état sur le détail des opérations pour compte de tiers (A.9) alors que le compte 458 « *opérations sous mandat* » du compte de gestion présente de nombreuses subdivisions correspondants à autant d'opérations engagées pour le compte de tiers ;
- l'état des variations du patrimoine (A.10.1 à A.10.3) ;
- l'état des emprunts garantis par l'établissement (B1.1 et B1.2) alors que des emprunts de 3 M€ ont été garantis au bénéfice de la SEM 24 par délibérations du 10 septembre 2019 et du 29 octobre 2020 ;
- la liste des concours attribués à des tiers (B1.7) alors que les comptes 65737 « *subventions de fonctionnement versées aux autres établissements publics locaux* » et 65738 « *subventions versées aux autres organismes publics* » font respectivement état de dépenses de 534 399,65 € et 1 889,32 € en 2020 ;
- la situation des autorisations de programme et crédits de paiement (B2.1) : une délibération du 25 juin 2020 valide portant l'ouverture d'une autorisation de programme à hauteur d'1 M€.
- la liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (C2). Or, sur ce dernier point, il est essentiel le SDE 24 fasse figurer en annexe de son compte administratif les différents engagements financiers envers la SEM 24 (prise de participations, garanties d'emprunt) ou le syndicat Périgord Numérique (subvention supérieure à 75 000 €) ;
- la liste des organismes de regroupement auxquels adhère l'établissement (C3.1), qui devrait notamment indiquer le syndicat mixte Périgord Numérique, et l'entente regroupant les syndicats d'énergies de la Nouvelle-Aquitaine ;
- la liste des services individualisés dans un budget annexe (C3.3), alors que le budget du SDE 24 compte, en 2020, cinq budgets annexes ;
- la liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe (C3.4) ;
- la présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (C3.5).



**Chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine**

3, place des Grands Hommes

CS 30059

33064 BORDEAUX Cedex

[nouvelleaquitaine@crtc.ccomptes.fr](mailto:nouvelleaquitaine@crtc.ccomptes.fr)

[www.ccomptes.fr/fr/crc-nouvelle-aquitaine](http://www.ccomptes.fr/fr/crc-nouvelle-aquitaine)





Kolok greffe n° GA230284  
enregistré au greffe le 23 mai 2023

Le Président,

Monsieur le Président  
Chambre Régionale des Comptes  
3, place des Grands Hommes  
CS 30059  
33064 BORDEAUX CEDEX

Périgueux, 22/05/2023

**Objet : Réponses aux observations définitives relatives au contrôle n° 2022-0038**

Vos Réf. : KSP GD230154 CRC

Dossier suivi par : Catherine DORET –

RAR n° 1A17491537670

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 19 avril 2023, visé en référence, vous m'avez communiqué les observations définitives arrêtées par la Chambre à la suite de l'examen des comptes et de la gestion du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, pour la période 2017 à la période la plus récente, et je vous en remercie.

Dans le suivi des neuf recommandations formulées lors du précédent contrôle en 2014, huit ont été mises en œuvre, et la recommandation n°4 l'a été puisque la CCSPL s'est réunie le 13 décembre 2022.

Concernant les recommandations formulées au terme du présent contrôle :

**Recommandation n°1 : renforcer la sécurité juridique des délibérations adoptées sur les compétences optionnelles, notamment par la formalisation d'un tableau de suivi des compétences transférées**

Le suivi de l'adoption des délibérations sur les compétences optionnelles est effectif depuis le début 2022 (délibérations éclairage public et régie maintenance éclairage public). S'agissant des décisions relatives aux infrastructures de charges de véhicules électriques, la compétence transférée étant diffuse sur le territoire, 113 communes ayant transféré cette compétence, l'article L5212-8 du CGCT s'applique.

Le SDE a tenu compte de la recommandation de la Chambre. Il a élaboré, et formalise, un tableau de suivi des compétences transférées.

**Recommandation n°2 : respecter la fréquence annuelle des réunions de la commission consultative des services publics locaux prévue par l'article L 1413-1 du CGCT pour lui permettre d'exercer ses missions et obligations en matière de contrôle des concessions et des régies.**

La réunion de la CCSPL s'est tenue le 13 décembre 2022 et nous nous sommes engagés à ce qu'elle se réunisse tous les ans afin de rendre compte aux associations d'utilisateurs des services concédés et régie.



**Recommandation n°3 : Etablir un rapport d'orientations budgétaires conforme à l'article D 2312-1 du CGCT**

La présentation détaillée des orientations budgétaires n'a pas été jointe, sur trois exercices, à la délibération pour transmission au contrôle préfectoral. En revanche toutes les informations ont bien été communiquées aux élus et présentées en séance. Le SDE veillera à ce que l'ensemble des éléments soient bien transmis aux services du contrôle de légalité.

**Recommandation n°4 : produire l'information financière à destination des élus, en renseignant les annexes financières aux documents budgétaires**

Le SDE veillera à produire les annexes financières des documents budgétaires, dès 2023.

**Recommandation n°5 : formaliser une stratégie de transition énergétique cohérente qui mobilise les fortes capacités financières du syndicat, notamment son fonds de roulement**

**Recommandation n°7 : établir un plan stratégique global correspondant aux échéances et objectifs prioritaires que s'est fixé le syndicat**

**Recommandation n°8 : établir une programmation pluriannuelle des investissements (PPI) en cohérence avec le plan stratégique permettant d'en fonder l'engagement et le financement distinct des PPI de la concession**

Les objectifs à court, moyen et long terme résultants de la stratégie politique de l'exécutif du SDE 24 (Nouvelle donne EP, projet DIRECT, ...) sont exposés en comité syndical, et la stratégie expliquée aux élus lors des réunions de secteurs regroupant l'ensemble des délégués des communes et des conférences des maires. Cette stratégie sera formalisée en 2023, dans un plan qui englobera notamment la transition énergétique et sera décliné en PPI.

**Recommandation n°6 : Etablir avec Enedis, en vue de la prochaine programmation quinquennale du PPI, un inventaire détaillé, localisé et actualisé de l'ensemble des investissements réalisés depuis la signature du contrat de concession, comme prévu à l'article L 2224-31 du CGCT, pour permettre le contrôle du concédant**

Comme indiqué précédemment, l'inventaire complet sera fourni par Enedis au SDE 24 en 2023, suite au référencement des branchements (projet national ADELE).

**Recommandation n°9 : respecter les règles d'information financière des élus relatives aux organismes extérieurs et celles relatives au niveau de garantie d'emprunt**

Les informations ont été indiquées en annexe, dès 2023, dans les différents documents budgétaires, dans le respect des règles, même si elles sont présentées en séance.

En synthèse de la conclusion, nous prenons acte que vous qualifiez notre situation financière d'excellente. Concernant notre capacité d'autofinancement, nous tenons à souligner que nous bénéficions de très peu de subventions externes. Le FACE nous verse une dotation annuelle évaluée selon des critères précis, sur la base d'un inventaire de l'état du réseau et de la qualité de fourniture en zones rurales, elle correspond donc aux besoins réels et nous permet d'établir une partie des programmes de travaux.



Nous revendiquons les excédents qui nous ont permis de financer sur fonds propres les programmes suivants, par thématique :

- Amélioration de la qualité des réseaux : accompagnement à la résorption des fils nus en milieu urbain, Plan de relance, programme environnemental, les extensions et les 20 % restant à charge sur les programmes du FACE.  
Une politique d'investissement complémentaire avec le concessionnaire s'avère être efficace pour l'amélioration du critère B (qualité des réseaux) et lors des derniers événements climatiques, ce sont les réseaux basse tension qui ont le mieux résistés, prouvant bien la pertinence de nos investissements.
- Éclairage public : les conséquences des intempéries dans le ribéracois, la mise en œuvre de la nouvelle donne EP, le géoréférencement ainsi que le PCRS,
- Mobilité électrique : le premier déploiement de 151 bornes de rechargement, le déficit d'exploitation des bornes et le schéma directeur IRVE,
- Transition énergétique : accompagnement des communes pour les audits énergétiques, le décret tertiaire, la chaleur renouvelable, la rénovation énergétique des bâtiments (en complémentarité avec le fonds vert et le portage de l'Intracting),
- Planification : accompagnement des EPCI pour l'élaboration des PCAET et Schéma Directeur des Energies.

De plus grâce à l'autofinancement des programmes de travaux en électrification et éclairage public, nous maintenons le niveau de la redevance R2 du concessionnaire, les modalités de calculs ayant été modifiées lors de la signature du nouveau contrat de concession suivant le modèle national.

Pour le suivi de la concession, un rapport sur le CRAC est présenté aux élus tous les ans ainsi que le suivi du PPI de la concession. Le contrôle concession est réalisé, avec l'appui d'un bureau d'étude externe et un suivi des services, accompagnés de deux élus référents. Nous nous engageons à présenter un rapport de contrôle en comité syndical.

Les efforts d'investissements du SDE (notamment l'éradication des fils nus de l'ordre de 60 millions d'euros) et du concessionnaire, maintenus à un niveau élevé pour les prochaines années, ont déjà permis d'améliorer la continuité d'alimentation avec un Décret qualité respecté depuis 2019 (< 5% de clients mal alimentés).

Nous prenons acte de l'observation de la chambre sur la garantie d'emprunt de trois millions constituée au profit de la SEM 24 Périgord Energie (cette garantie prend fin en 2025) et nous serons vigilants sur la gestion des risques liés aux filiales de la SEM.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations les plus distinguées.

Le Président  
Philippe DUCENE

